lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pots-de-vin pour les uns, profits pour les autres, austérité pour les travailleurs...

LE PATRONAT ARROSE LES POLITICIENS... PARCE QU'ILS SONT À SON SERVICE !

AFP

AFP

1ère chambre C

salle d'audience n°3

M 6189 - 1372 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1372 - 21 octobre 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pots-de-vin pour les uns profits pour les autres, austérité pour les travailleurs...

LE PATRONAT ARROSE LES POLITICIENS... PARCE QU'ILS SONT À SON SERVICE

Carignon avait démissionné juste à temps pour ne pas passer directement de son bureau de ministre à sa cellule de prison. Longuet vient de démissionner à son tour... et l'on n'en finit pas de nous parler de ces "affaires" dans lesquelles le financement des grands partis et l'enrichissement personnel des hommes politiques, à partir de fonds provenant des grandes entreprises, sont inextricablement mêlés.

Il s'agit de "scandales", nous dit-on. Mais force est de constater que des "scandales" aussi fréquents, aussi réguliers, ne constituent pas des accidents dans le fonctionnement du système, mais qu'ils en sont au contraire l'une des caractéristiques.

Et ce n'est pas étonnant. Nous vivons dans une société dont la loi fondamentale n'est pas la recherche du bien public, mais celle du profit individuel. Les entreprises n'y sont pas considérées comme un moyen de produire ce qui est nécessaire à la population ni comme un moyen de permettre aux travailleurs de gagner leur vie. Leur finalité, tous les économistes et les hommes politiques de la bourgeoisie ne cessent de le répéter, c'est de "faire du profit". Et cela se fait au bénéfice exclusif des industriels et des banquiers.

C'est si vrai que face à l'existence de millions de chômeurs, la seule politique de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt ans a été de multiplier les cadeaux au patronat, prétendument pour "l'inciter" à créer des emplois. Car les décisions contraignantes sont des moyens que les gouvernants, quels qu'ils soient, n'emploient que contre les travailleurs, pour confirmer des licenciements collectifs, pour les jeter à la rue quand ils n'ont plus de quoi payer leur loyer. Pas contre les patrons afin de les obliger à créer des emplois.

Pour que fonctionne le système, les bourgeois ont besoin des partis politiques qui font profession de le défendre. Ils les financent, comme ils achètent les hommes politiques susceptibles de les faire profiter de tel ou tel marché, contre une bonne commission ou d'autres avantages.

Cela se passe quelquefois aux marges de la loi, et peut donner lieu à des poursuites quand les règles du jeu n'ont pas été respectées. D'autres fois cela se passe tout à fait légalement. Mais le résultat est le même, et un tripot reste un tripot, quel que soit le nombre de tricheurs qui y sévissent.

Le vrai scandale, ce n'est d'ailleurs pas seulement que des hommes politiques vénaux puissent gagner en quelques instants l'équivalent de plusieurs années de salaire d'un travailleur, en monnayant leurs interventions. Le vrai scandale c'est que les entreprises qui invoquent des difficultés de trésorerie pour licencier, pour refuser toute augmentation de salaire, puisent à pleines mains dans leurs caisses pour financer les partis politiques qui défendent leurs intérêts, et pour acheter députés et ministres.

On nous dit qu'il faut "moraliser" la vie politique, et que ce serait la volonté du gouvernement. Eh bien ce serait très simple, si les gens qui nous disent cela étaient vraiment sincères, s'ils ne participaient pas aussi à ce système. Il n'y aurait qu'à lever le secret sur les comptes des grandes entreprises. Qu'à permettre à tout citoyen de savoir quels marchés ont été conclus, à quel prix, à quelles conditions, quels bénéfices l'entreprise en a retiré, et comment ils ont été employés.

Ni les bourgeois ni leurs hommes politiques ne sont évidemment prêts à rendre tout cela public, parce que leur fameux "secret commercial" consiste d'abord à cacher à la grande masse de la population comment elle est exploitée, volée, au profit d'une petite minorité.

Mais les travailleurs sont partout dans la société, dans les sièges sociaux, les banques et les compagnies d'assurance comme à la production. S'ils le voulaient, ils auraient les moyens d'étaler tout cela en pleine lumière. Et il faudra bien le faire un jour, si nous voulons pour nous, et nos enfants, un autre avenir que celui d'être les spectateurs de plus en plus exsangues du bal des vampires.

AFFAIRES
LES EAUX SALES

■ Avec l'emprisonnement de l'ex-ministre Alain Carignon et l'audition du PDG de la Compagnie Générale des Eaux Guy Dejouany, un tout petit coin est apparu de ce qui se cache derrière les façades apparemment respectables des grandes entreprises, et derrière les mines gominées de leurs PDG et des hommes politiques qui les côtoient.

Cette affaire implique deux des plus importantes sociétés capitalistes privées françaises de distribution d'eau potable, la Compagnie Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux-Dumez qui, avec la Saur (du groupe Bouygues) et la Cise (du groupe Saint-Gobain), se partagent 75% du marché de l'eau potable en France.

L'eau, c'est de l'or

La gestion de l'eau potable, lorsqu'elle est cédée par les municipalités à des entreprises privées, représente un pactole considérable.

Ainsi, la Compagnie Générale des Eaux (200 000 personnes) affiche un chiffre d'affaires de 147,6 milliards de francs. Dejouany, son patron, est l'un des plus puissants de France. La Lyonnaise des Eaux (120 000 employés) annonce, elle, 93,6 milliards de chiffre d'affaires.

A la faveur de l'incompétence des municipalités en la matière ou... de leur complaisance, ces groupes se taillent des marchés, s'entendent afin d'écarter les concurrents possibles.

Cette situation était d'ailleurs de notoriété publique bien avant que Carignon soit incarcéré et Dejouany entendu. Le dernier rapport de la Cour des comptes sur le secteur de l'eau potable, daté de 1989, relevait des disparités inexplicables entre les prix pratiqués dans les communes, soulignant que *"les frais généraux ou de sièges présentés par les sociétés privées"* constituaient des *"facteurs excessifs d'élévation des prix"*...

L'eau et le reste

Aussi bien la Générale des Eaux que la Lyonnaise, la Saur et la Cise ne limitent pas leurs activités au domaine de l'eau. C'est évident pour la Saur dont la maison mère est le géant du BTP et du bâtiment Bouygues. De même pour la Cise, filiale d'un autre géant capitaliste, le groupe Saint-Gobain Pont-à-Mousson. Les deux sociétés aujourd'hui sur la sellette interviennent, et l'une et l'autre, dans des domaines aussi divers que l'entretien et la propreté des rues, les services funéraires, la télévision par câble, le bâtiment, l'immobilier, les routes, voire le téléphone mobile, etc. Et cela, par le biais de multiples filiales, fort pratiques pour mélanger de façon inextricable vrais dossiers et fausses factures.

On peut aussi se souvenir que le même PDG de la Compagnie Générale des Eaux, Guy Dejouany donc, devait voler, en 1992, au secours du promoteur en vue, Christian Pellerin, inculpé de *"complicités et d'abus de biens sociaux, faux et usages de faux"* dans l'affaire de la tour BP de La Défense à Paris, puis suspecté d'avoir spéculé sur les actions de la Société Générale. La CGE avait alors annoncé qu'elle mettrait d'ici à 1995, 720 millions dans la corbeille de Christian Pellerin.

A l'époque, les hommes politiques mouillés dans cette affaire appartenaient à la mouvance socialiste ; aujourd'hui, c'est au tour de personnalités UDF. Mais les mêmes mécanismes sont en jeu, qui mêlent affaires et politique et font naviguer dans les mêmes eaux sales les capitalistes privés et les politicards. C'est à une filiale de la Lyonnaise des Eaux, la Cogese, que Carignon a cédé, en juillet 1989, la gestion du service des eaux de Grenoble. Et comme par hasard, c'est la Lyonnaise des Eaux qui a renfloué les journaux préélectoraux de Carignon !

Jérôme Monod, le PDG du trust Dumez auquel appartient la Lyonnaise des Eaux, a déclaré, paraît-il, vouloir réactualiser le code d'éthique de son groupe... Il veut probablement rire !

Lucienne PLAIN

Quelques yachts à plusieurs milliards de centimes pièce dans le port de Cannes.

400 fortunes "professionnelles"
CEUX POUR QUI C'EST L'ARGENT QUI EST "SANS DOMICILE FIXE"

La semaine même où les médias faisaient mine de s'intéresser aux problèmes de l'"exclusion", l'hebdomadaire *Le Nouvel Economiste* consacrait, sous le titre *"Les fortunes professionnelles"*, un dossier à ceux qu'on devrait nommer les exclueurs.

Sous la forme d'un hit-parade des milliards, sont présentés les deux tiers des 620 personnes qui déclarent un patrimoine supérieur à 100 millions de francs. En effet, sur 160 000 contribuables qui acquittent l'impôt sur les grandes fortunes (0,5% de l'ensemble de ceux qui rédigent une déclaration d'impôt), le club des riches déclarés ne représente que 0,4% de cette tranche...

La plupart de ces grosses fortunes jouent le jeu d'une certaine transparence ; c'est une façon d'afficher que tout va bien et de rassurer leurs actionnaires. Quelques-uns cependant continuent à dissimuler les chiffres les concernant, comme Michelin ou le roi du mobilier urbain, Decaux. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas très riches...

On retrouve à la tête de ces grandes fortunes Liliane Bettencourt, héritière de L'Oréal, avec une fortune évaluée à 25 milliards de francs, ce qui la placerait en cinquième place d'un classement équivalent réalisé aux Etats-Unis. Viennent ensuite la famille Mulliez (magasins Auchan, 15 milliards), Jimmy Goldsmith, dont les 10 milliards sont dissimulés dans des intérêts divers qu'il possède à Hong Kong, au Mexique, aux Etats-Unis et dans le paradis fiscal des Iles Caïmans, ce qui permet de mesurer ce que valent les leçons anticorruption de son allié politique Philippe de Villiers. Troisième ex-æquo, la famille Wertheimer dont l'argent (10 milliards) a l'odeur des parfums Chanel. Juste après viennent la famille Peugeot (9 milliards), puis les Defforey (Carrefour) et Michel David-Weill (Banque Lazard) avec 8,5 milliards.

On trouve ensuite les familles Ricard et Halley (Continent), Bernard Arnault (LVMH), la famille Hermès, Serge Dassault, Edmond de Rothschild, les familles Bich, Guerlain, Bongrain (Caprice des Dieux), Pinault (Printemps et FNAC), Bleustein-Blanchet (Publicis), les Seydoux (Chargeurs Réunis et Gaumont), Mérieux (Pharmacie), les Taittinger (Champagne, Hôtels Concorde, Baccarat, ELM Leblanc), les De Wendel (CGIP), etc. Au total 91 familles pesant chacune au moins un milliard de francs lourds.

Evidemment, la méthode choisie par le magazine permet de présenter des résultats allégés puisqu'elle ne prend en compte ni les patrimoines immobiliers, ni les œuvres d'art. Selon les rédacteurs du dossier, ce serait s'immiscer dans la vie privée que de s'y intéresser !

Il serait pourtant urgent de s'"immiscer" dans ces fortunes privées... en confisquant purement et simplement toutes les sommes qui, la plupart du temps, ne servent qu'à la spéculation ou en résultent !

Jacques FONTENOY

Universités

IL N'Y A PAS TROP D'ÉTUDIANTS, IL N'Y A PAS ASSEZ DE CRÉDITS

Rentrées universitaires retardées dans la région parisienne et en province par les présidents d'université, qui estiment que leurs locaux et le nombre d'enseignants ne permettent pas d'accueillir les étudiants inscrits. Mouvements de grève dans d'autres universités où les étudiants protestent contre l'insuffisance de professeurs et de moyens. Protestations et manifestations de mécontentement d'enseignants, la rentrée universitaire s'annonce décidément plus sombre que ne le prévoyait le gouvernement qui faisait mine de croire que le ralentissement des octrois d'augmentation de crédits à l'enseignement public supérieur passerait en douceur et sans susciter de réactions vives.

AFP

Le gouvernement savait bien qu'il n'offrait pas aux 1 900 000 étudiants inscrits en faculté des conditions d'enseignement correctes. Il avait même décidé de créer une sorte de cellule de crise chargée de gérer la situation en injectant au coup par coup quelques crédits dans les secteurs les plus critiques. Mais les mesures envisagées çà et là (location de locaux, création de quelques postes supplémentaires) sont loin, bien loin de faire le compte. Et le mécontentement des étudiants est d'autant plus grand que dans plusieurs villes des établissements universitaires privés ont été créés et se sont vu attribuer des crédits d'Etat importants.

C'est le cas par exemple à Nanterre en région parisienne où, à proximité de l'université publique qui accueille 38 500 étudiants (alors que les normes de sécurité prévoient une capacité maximum de 18 000 étudiants), on assiste à la construction de l'université Léonard-de-Vinci, un établissement privé cher à Pasqua et fort coûteux pour les finances publiques qui lui ont alloué la somme de 1,2 milliard de francs. Or les étudiants en attente d'inscription ou en manque de salles ou de professeurs savent bien que cette université haut de gamme, prévue pour 5 000 étudiants, où il faut payer 30 000 F par an, ne sera pas pour eux.... à moins que dans un coup de colère bien justifiée ils n'aillent s'y installer de force.

Mercredi 19 octobre, veille de l'examen du budget de l'enseignement supérieur à l'Assemblée, une journée d'action était prévue à l'appel de l'un des syndicats étudiants, l'UNEF. Des mouvements de grève ont lieu dans diverses universités à l'appel de divers syndicats. Il faudra que cette protestation des étudiants prenne de l'ampleur pour obliger le gouvernement à débloquer les crédits nécessaires pour régler, ne serait-ce que partiellement, les problèmes les plus urgents. Et ce qui est en cause à l'université publique, c'est bien la politique globale du gouvernement qui ouvre grands ses coffres quand il s'agit de subventionner les patrons, mais serre les cordons de la bourse quand il s'agit de financer l'enseignement, les hôpitaux et tous les services publics.

H. M.

Bernstein Gamma

L'ouverture du tunnel sous la Manche

PLUS EN SÉCURITÉ SOUS LA MER QUE SUR TERRE !

Eurotunnel, la société maître d'œuvre du tunnel sous la Manche, vient d'annoncer son énième résultat partiel déficitaire, façon déguisée bien sûr de réclamer aux gouvernements concernés une nouvelle rallonge aux subventions.

Mais quand même, cette fois ça y est. La commission intergouvernementale de sécurité a rendu son verdict final. Les trois compagnies qui se partagent l'exploitation du transport passagers viennent d'annoncer la mise en service des TGV Paris-Londres (baptisés Eurostar pour ne pas froisser les Anglais) à partir du 14 novembre, à raison de deux par jour pour commencer.

En théorie, le voyage devrait se faire en trois heures dans les meilleures conditions de sécurité. Voire. Du côté anglais la ligne grande vitesse reliant le tunnel à Londres en est toujours au stade des projets. Le tracé définitif n'est toujours pas arrêté et on parle de son ouverture pour 2005, 2010 voire 2015 suivant les sources. Qu'à cela ne tienne, les Eurostar circuleront sur le réseau existant – c'est-à-dire le réseau de banlieue sud-est de Londres, l'un des plus denses d'Europe. Les dirigeants des chemins de fer anglais sont sûrs d'eux – n'ont-ils pas dépensé des dizaines de millions pour moderniser ces lignes au cours des dernières années ?

Justement, moins de quarante-huit heures après le verdict de la commission de sécurité, c'est sur une ligne "modernisée" de la région que deux trains sont entrés en collision frontale. La voie avait été refaite ; c'est-à-dire que l'ancienne voie double avait été remplacée par... une voie simple, par souci d'économies bien sûr. Et si la signalisation a bien été recâblée et passée sur ordinateur, elle n'a tout simplement pas fonctionné et les deux trains qui roulaient en sens inverse se sont retrouvés sur le même tronçon en voie unique. Par chance, il n'y avait que 16 passagers au total dans les deux rames, mais personne n'en est sorti indemne. Le bilan est de cinq morts, dont les deux conducteurs, et onze blessés. Il faut ajouter que, comme beaucoup de rames en circulation dans la région, les wagons avaient près de quarante ans d'âge.

Alors peut-être le tunnel lui-même est-il sûr. Peut-être une partie des milliards qui sont allés s'engloutir dans les poches des grosses sociétés de travaux publics qui l'ont construit auront-ils effectivement servi à en garantir la sécurité. Et sans doute les gouvernements, parce qu'ils sont soucieux de leur image de marque, sont-ils moins regardants à la dépense pour des opérations de prestige comme le TGV. Mais il reste, dès qu'on sort du tunnel, du côté anglais comme du côté français d'ailleurs, des chemins de fer qui, comme tous les services publics, sont constamment menacés par les économies criminelles des Etats.

F. R.

Une statistique sur l'héritage

MIEUX VAUT NAÎTRE RICHE QUE PAUVRE...

Une récente étude de l'INSEE sur l'héritage fait ressortir qu'on lègue d'abord des biens immobiliers, puis de l'argent et du mobilier, enfin des actions. Encore faut-il avoir quelque chose à léguer...

Ainsi, 13 % des défunts n'ont rien du tout à laisser à leurs descendants. Nos lecteurs ne seront pas surpris d'apprendre qu'une partie de ces fauchés appartiennent *"à une catégorie sociale ne permettant pas d'accumuler (ouvrier, employé)"*, comme le note l'étude. Il peut s'agir aussi d'*"une veuve très âgée"*. En effet, une forte proportion de femmes âgées de plus de 90 ans, restées seules dans la vie, survivent en se défaisant de ce qui peut leur rester.

Ainsi, sur les 145 milliards de francs légués dans une année (en fait 168 milliards avec les donations anticipées), 20 % ont été légués par 1 % seulement des défunts.

Tandis que ce 1 % abandonne en héritage un patrimoine d'un montant moyen de 2,8 millions de francs, 50 % des défunts lèguent un héritage d'un montant moyen de 131 000 F, c'est-à-dire vingt et une fois inférieur ! Or l'écart entre les revenus n'est que de 1 à 6.

Comme quoi, l'héritage constitue non seulement une machine à reproduire les inégalités mais même à les creuser allègrement, en les accumulant d'une génération sur l'autre.

J. F.

L'INDÉCENT SHOW "CONTRE LA MISÈRE"

Lundi 17 octobre était "journée mondiale du refus de la misère". Si les organisations caritatives, qui en sont à l'origine, essaient comme elles peuvent d'attirer l'attention sur la misère qui s'accroît, on ne peut qu'être indigné de la récupération qui en est faite par des hommes comme le secrétaire général de l'ONU, le chef du gouvernement français, et en général les dirigeants d'un système qui précipite sans cesse de nouveaux pans de la société dans le chômage et la misère.

Cette journée a été l'occasion d'un "cinéma" aussi ridicule qu'inefficace, au cours duquel trois cents pauvres de 40 pays sont venus à l'ONU afin de "témoigner". Ils ont pris l'avion, puis sont repartis... Tandis que Balladur, lui, se contentait de paraître dans un rassemblement sur l'esplanade du Trocadéro, avant d'aller continuer ailleurs une politique qui fabrique des pauvres à profusion.

Selon les chiffres de la Banque Mondiale, il y aurait sur la Terre 1,1 milliard de personnes vivant dans l'état de "pauvreté absolue", c'est-à-dire avec moins d'un dollar (environ 5 francs) par jour. Et en France, selon l'INSEE, on compte cinq millions de pauvres ayant moins de 2 480 francs par mois pour vivre...

Une courte journée, quelques grands de ce monde ont fait semblant de penser à eux. Mais à quoi cela peut bien servir, quand ce sont 365 jours par an (y compris le 17 octobre !) qui sont des jours de lutte "pour la richesse" au profit des capitalistes ?

A. V.

Sous prétexte de lutte contre "l'exclusion"

CHARITÉ BIEN ORDONNÉE COMMENCE... PAR LES PATRONS ET LES PROMOTEURS

Un jour Balladur, le lendemain Chirac, ont présenté leurs projets de lutte contre "l'exclusion", le premier à l'échelle de l'Etat, le second pour la Ville de Paris. On ne dit plus "pauvreté" : le mot, jugé inconvenant, a été évacué du vocabulaire et remplacé par "exclusion". Et comme le dit si bien Balladur, *"toute la difficulté aujourd'hui vient de ce que l'exclusion prend des formes diverses. (...) Lutter contre l'exclusion c'est lutter contre les exclusions"*. L'ennemi étant ainsi désigné, ou plutôt éparpillé par le bla-bla du Premier ministre, qu'en est-il de ses moyens de lutte ?

Eh bien, une fois de plus il n'y a pas grand-chose pour les pauvres. Les associations caritatives et de sans-logis se sont déclarées déçues. Les seules mesures un peu significatives sont le développement des "SAMU sociaux" qui permettent d'assurer des soins, et l'augmentation de la capacité des hébergements d'urgence. Ni Chirac ni Balladur ne veulent que des SDF soient trouvés morts de froid cet hiver ; on est en année électorale !

Deux mesures méritent qu'on s'y arrête. La première au niveau de l'Etat : c'est l'encouragement à embaucher des RMIstes, mis en œuvre il y a déjà quelques mois. C'est tout simple : un patron qui embauche un RMIste ne paye pas de charges salariales, et touche 1 850 francs par mois. Le grand gagnant, c'est évidemment lui. Et s'il en profite pour licencier un ancien salarié mieux payé (et qui risque de devenir à son tour "exclu" !), le profit est encore plus grand. L'exclusion c'est une vraie bénédiction pour certains patrons !

Une autre mesure, prise au niveau parisien, vaut d'être notée : la Ville va créer un fonds d'insertion logement doté de 40 millions de francs pour transformer des bureaux vides en logements. Chirac, pendant des années, a encouragé la construction des bureaux, dont on ne sait plus que faire aujourd'hui. Eh bien, maintenant, il va en racheter une partie à leurs propriétaires qui ne parviennent pas à les vendre, avec l'argent des impôts locaux, qui ont déjà augmenté de 34 % en trois ans, et avec un nouvel emprunt... que les habitants devront bien rembourser un jour ou l'autre.

Au nom de la lutte contre l'exclusion on arrose ainsi... des patrons et des promoteurs ! Si les "exclus" n'existaient pas, il faudrait les inventer !

A. V.

MAL-LOGÉS

LES POLICIERS PASSENT DEVANT

Le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua vient de lancer une campagne pour Paris-Ile-de-France : *"Propriétaires, louez votre logement aux agents du ministère de l'Intérieur"*. C'est que les policiers, comme les autres, ne trouvent pas à se loger dans la région parisienne. Et le ministère prévoit une demande de 4 000 logements dans les cinq ans à venir.

L'Union Nationale de la Propriété Immobilière, associée au ministère explique qu'il existe des logements vacants (tiens donc !) que leurs propriétaires refusent de louer car ils craignent les impayés et autres aléas de la location. Pour les rassurer le ministère propose une convention grâce à laquelle les propriétaires *"sont garantis par contrat contre le non-paiement du loyer et le maintien abusif du locataire dans les lieux, à la fin du bail. En cas de départ d'urgence du locataire, un remplacement sera proposé. En contrepartie, les propriétaires s'engagent à louer à un prix inférieur à celui du marché"*.

Voilà quelque chose qui rappelle un peu *"l'attribution d'office"*, c'est-à-dire la réquisition, que l'Etat refuse obstinément d'utiliser – bien qu'elle figure dans la loi – en faveur des mal-logés. Mais grâce à Pasqua, et à l'argent de l'Etat, on essaie de convaincre gentiment les propriétaires de se laisser réquisitionner par le ministère de l'Intérieur...

Les policiers, bien entendu, ont autant que les autres le droit de se loger. Mais pas plus. Grâce à la convention Pasqua ils risquent de rafler quelques milliers de logements que les demandeurs "prioritaires" n'auront pas. Pourquoi les policiers auraient-ils le droit de resquiller et de passer devant ?

Car apparemment, les sans-logis et mal-logés ordinaires, eux, devront encore attendre. Le 11 octobre les associations Droit au Logement et Comité des sans-logis ont tenté de déposer à la préfecture de Paris environ huit cents demandes d'attributions d'office, qui auraient permis de loger 2 500 personnes, en désignant toutes des logements vides bien précis appartenant soit à l'Etat, soit à des banques, assurances, etc. Ces 800 locaux vides dépendent directement ou indirectement de l'Etat. Celui-ci pourrait donc décider facilement de les louer à bas prix, comme Pasqua le demande pour les policiers.

Eh bien, à ces demandes, la préfecture a répondu qu'elle ne pouvait même pas les enregistrer, qu'il fallait les adresser à la mairie. Mais la mairie, précédemment, avait déclaré que c'était à la préfecture de les prendre.

Derrière la préfecture, il y a le gouvernement, et Balladur. Derrière la Ville, il y a Chirac. Et ces deux-là, qui se renvoient ainsi la balle, osent pérorer en ce moment au sujet de la lutte contre l'exclusion !

A. V.

Politiciens

Rencontre PCF-PS

DES MARCHANDS D'ILLUSIONS QUI N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VENDRE

Le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre entre la direction du PCF et celle du PS, mardi 18 octobre, n'est qu'un constat des positions respectives des deux partis, comme il est de tradition dans ce genre de rendez-vous. Hue et Emmanuelli n'ont donc pas dérogé à ce rituel.

Après une vigoureuse dénonciation de la politique de Balladur sur laquelle elles se sont facilement mises d'accord, les deux parties ont évoqué, selon le communiqué, *"leur approche du rassemblement de la gauche et des forces de progrès. Henri Emmanuelli a souligné la volonté du Parti Socialiste d'aboutir au rassemblement le plus large et le plus cohérent à gauche. Pour sa part, Robert Hue a rappelé la proposition du Parti Communiste Français de construction d'un Pacte unitaire pour le progrès entre les citoyens et entre ceux-ci et les formations de gauche"*. Beaucoup de "progrès" dans les phrases, mais bien peu dans l'éclaircissement des objectifs. Du moins pour les militants et les sympathisants du PCF qui attendent de lui qu'il leur offre des perspectives politiques claires et non pas ce rideau de fumée de déclarations dans lesquelles chaque mot est pesé pour ne rien dire, mais pour laisser supposer.

En fait ces contacts sont destinés à préparer un accord pour les élections municipales qui suivront de près l'élection présidentielle puisqu'elles doivent avoir lieu en juin 1995. C'est d'ailleurs le seul enjeu pour le PCF, car il ne peut avoir d'ambition sérieuse dans la compétition pour l'Elysée, même pas, comme l'a prétendu Hue devant "le grand Jury" de RTL, celle de contraindre le futur président de la République à modifier sa politique si le PCF recueillait 10 ou 15% des suffrages. Mitterrand ne l'avait pas fait, alors que le PCF dépassait les 15%, peut-on laisser croire que Delors, si c'était lui qui était élu, le ferait demain ? Bien sûr que non... sauf, peut-être, contraint et forcé, si les résultats électoraux redonnaient confiance aux travailleurs et les incitaient à entrer en lutte. Mais ce serait alors ces luttes, et pas les élections qui contraindraient le pouvoir – quelle que soit sa couleur politique d'ailleurs – à tenir compte des revendications et des droits du monde du travail.

Mais cette perspective-là, les dirigeants du PCF se gardent bien de l'évoquer clairement, encore moins lorsqu'il s'agit de discuter de l'avenir avec les dirigeants du PS. Ils se cantonnent prudemment à des tractations pour les prochaines élections municipales, sans même avoir la garantie que si un accord était signé il serait respecté par le PS, ou même respecté par un certain nombre de maires qui portent encore l'étiquette du PCF – quand ça les arrange – mais qui n'en font qu'à leur guise dans leurs fiefs locaux.

Il est certain que pour obtenir un tel accord les dirigeants du PCF apportent déjà leur caution au candidat du PS à la présidentielle. Cette question, selon les déclarations de Robert Hue, n'a pas été abordée lors de la rencontre. La veille, sur les antennes de RTL, interrogé sur l'attitude des communistes au second tour de l'élection présidentielle, il déclarait *"qu'on y est pas encore"*. Certes ! Cependant rien n'empêcherait la direction du PCF de préciser dès maintenant, par exemple, à quelles conditions elle appellerait à voter pour le candidat du PS. Or même cela, elle ne le fait pas. C'est en fait qu'elle est prête, comme à chaque fois, à se rallier sans condition pour quelques postes de maires.

Rien donc qui permette de "changer la donne", selon l'expression utilisée par Hue.

Jean-Pierre VIAL

Dans le monde

Algérie

Photo Gamma

Près de la cité universitaire d'Alger.

Les attentats à la bombe en pleine rue

UNE NOUVELLE ESCALADE

La libération, lundi 10 octobre, du chanteur kabyle Matoub Lounes, a provoqué dans les heures qui ont suivi une immense explosion de joie dans toutes les villes de Kabylie, où la nouvelle s'était répandue sur le champ.

Cette libération y est apparue à tous, et peut-être aussi au-delà des limites de la Kabylie, comme une victoire contre l'intégrisme, une victoire mise au crédit de ceux qui se sont mobilisés pour manifester contre cet enlèvement. L'impression de se sentir un peu moins impuissant face à la politique de terreur que veulent faire régner les islamistes, dès que ceux qui ne veulent d'aucune dictature, ni de celle des partisans de la charia (la loi islamique), ni de celle de l'armée, descendent dans la rue, est du coup peut-être ce qui restera le plus de toute cette affaire, et si c'est le cas, tant mieux.

Evidemment, la réalité est probablement moins simple. Matoub Lounes s'est dit chargé par ses ravisseurs de transmettre de la part du GIA (Groupe armé islamiste, l'une des principales organisations armées islamistes, concurrente de celle dirigée par le FIS) un message d'apaisement à la population kabyle disant : *"Les villageois doivent comprendre que nous ne sommes pas contre eux, mais contre un pouvoir illégitime... Nous leur demandons de nous aider et de ne pas nous accueillir avec un fusil de chasse..."* Mais il est difficile de savoir ce qu'il y a réellement derrière cet enlèvement : les concurrences entre groupes islamistes, les coups tordus des services secrets de l'armée, les manœuvres entre partisans et ennemis du dialogue du pouvoir avec les islamistes, dans le monde politicien (y compris des organisations s'affirmant de gauche ou démocratiques, tels le FFS et le RCD) aussi bien qu'au sein de l'armée, permettent d'imaginer toutes les hypothèses, toutes les manipulations.

PAS DE PAUSE DANS LES ATTENTATS

Et puis cette issue heureuse pour une fois n'a pas été le signe de la moindre pause dans les attentats, assassinats et affrontements armés qui sont depuis plus de deux ans le lot quotidien de l'Algérie. Bien au contraire, les attentats ont connu une nouvelle escalade avec l'explosion de cinq voitures piégées à Alger dans la même journée, mercredi 12 octobre. L'une avait été placée devant la faculté centrale d'Alger, une autre dans une cité universitaire de jeunes filles de banlieue, une autre devant le ministère de la Justice, une quatrième devant le siège de l'entreprise nationale laitière. Ces explosions ont fait plusieurs blessés. Le conducteur de la cinquième voiture a été tué dans l'explosion de son véhicule, à Kouba, l'une des banlieues de la capitale, et deux hommes, considérés comme ses complices, ont été abattus sur le champ par la police.

Le même jour, le directeur de la succursale d'Alger de la firme coréenne Daewoo était abattu, alors qu'il descendait de voiture pour acheter un journal, et un responsable d'une association liée au parti islamiste Hamas (qui se prétend "islamiste modéré") était assassiné à la sortie de son domicile.

Dimanche 18 octobre, c'était un journaliste de la radio qui était à son tour abattu alors qu'il sortait de chez lui, dans une de ces grandes cités HLM qui entourent la capitale algérienne. Il est le vingtième journaliste assassiné en Algérie depuis un an. Et

on retrouvait ce même jour le cadavre du PDG d'une société nationale, l'ENA-Sucre, enlevé la veille. Puis lundi 17, c'était le mari d'un ancien ministre qui était assassiné : porte-parole du gouvernement, sa femme, Leila Aslaoui en avait démissionné il y a un mois en signe de désapprobation des négociations avec les islamistes.

SURENCHÈRE ENTRE GROUPES ARMÉS

Plus encore que cette nouvelle série d'assassinats, le recours aux attentats aveugles par des explosions en pleine rue semble destiné à créer partout un climat de peur permanente. Il semble bien que la libération des principaux dirigeants du FIS ait déclenché la surenchère des groupes armés hostiles aux négociations avec le pouvoir, ou en tout cas hostiles à des négociations dont les dirigeants politiques du FIS, Madani et Belhadj, seraient les seuls interlocuteurs acceptés par le pouvoir. Le GIA a multiplié ses actions. L'AIS, la branche armée du FIS, s'est alors empressée de revendiquer pour sa part plusieurs assassinats ainsi que l'accrochage avec les forces de police qui a fait douze morts (six policiers et six civils) dans une banlieue d'Alger, lundi 10 octobre, histoire de montrer qu'il n'est pas question de trêve pour elle.

De leur côté la police et l'armée continuent à ratisser les quartiers pauvres, les montagnes, à traquer les islamistes et à abattre sans sommation les terroristes ou supposés tels. Ainsi lundi 10 octobre les autorités algériennes se félicitaient de leur dernier bilan par un communiqué à la presse : *"25 terroristes abattus"* en seulement quatre jours, entre le 6 et le 9 octobre. Et il y en aurait eu vingt autres entre le 10 et le 14 octobre, rien que dans les régions Centre et Ouest du pays, selon un communiqué gouvernemental du samedi 15.

Si la recherche d'un éventuel accord entre l'état-major de l'armée et les islamistes pour le partage du pouvoir est depuis des mois la politique du général Zeroual, politique qu'appuient notamment les gouvernements américain et français, les deux camps semblent redoubler de violence, ne serait-ce que parce que le prix du marchandage, s'il aboutit, dépendra du rapport de force sur le terrain.

Olivier BELIN

Allemagne

Les élections du 16 octobre

A VOTÉ ! ... RIEN DE CHANGÉ

Le dimanche 16 octobre, les élections législatives nationales allemandes ont donné à nouveau à la coalition de Kohl les moyens de continuer à gouverner ; mais d'extrême justesse.

La CDU/CSU, qui avait 319 sièges dans l'ancien Bundestag, n'en aura plus que 294 dans le nouveau. Le FDP, qui en avait 79, n'en aura plus que 47 (et les doit en partie à la CDU qui a donné des consignes de vote en sa faveur pour qu'il ne passe pas en dessous de la barre des 5% et ne disparaisse pas ainsi du Bundestag). La coalition, qui avait une majorité de 130 sièges dans le Bundestag sortant, en a toujours une, mais réduite à 10 sièges. A première vue, cela ne l'empêchera pas de continuer à gouverner. Depuis que la RFA existe, bon nombre de coalitions gouvernementales ont tenu à de très faibles majorités.

Côté opposition, les sociaux-démocrates passent de 239 députés à 252, les Verts (Ouest et Est) de 8 à 49. Et, fait notable, le PDS (Parti du Socialisme Démocratique, formé entre autres d'anciens membres du parti au pouvoir sous la RDA) passe de 17 à 30 députés. C'est probablement ce qui fait le plus discuter.

Kohl, comme son concurrent social-démocrate Scharping, a présenté durant la campagne électorale les candidats du PDS comme des quasi-bolcheviks, des "rouges" ! Une certaine presse parle avec effroi du retour des communistes en Allemagne. On n'en est pourtant pas au retour au pouvoir des staliniens, et encore moins, hélas !, à celle des véritables communistes.

Les dirigeants du PDS sont évidemment davantage des Juquin ou des Fiterman que des Lénine. Ils ne forcent pas sur l'étiquette "communiste", et lui préfèrent celle de "démocrates socialistes". Ils vantent les vertus de l'économie de marché. Ils ont certes, dans leur campagne, dénoncé la situation faite aux plus pauvres, la pénurie et la cherté des logements, le chômage et en particulier celui des femmes, mais ils se sont surtout posés en défenseurs des "Ossis" (Allemands de l'Est) contre les "Wessis" (Allemands de l'Ouest) sans jamais mettre en avant, dans leur propagande écrite ou leurs meetings, la lutte de classe qui oppose en Allemagne les dirigeants des grands trusts appuyés par l'Etat et les millions de travailleurs, de plus en plus durement exploités ou condamnés au chômage.

Du coup, si parmi ses électeurs le PDS compte des Allemands de l'Est de milieux populaires, dont beaucoup de jeunes, déçus, voire écœurés par la dégradation de la situation sociale et économique, il ne leur offre comme perspective qu'une rancœur contre l'Ouest bien peu à même de les armer politiquement pour se défendre. Et c'est un fait qu'à Berlin en particulier, le PDS a un électorat petit-bourgeois formé de milliers d'anciens petits cadres de l'ex-RDA, plus nationalistes est-allemands que communistes...

A Berlin, le PDS obtient quatre élus par "mandat direct", parmi lesquels l'écrivain Stefan Heym, âgé de 82 ans et qui sera le doyen du Bundestag, chargé du discours d'ouverture de l'honorable assemblée ! Certains bons bourgeois allemands se consolent en se répétant que Heym n'est pas officiellement membre du PDS, qu'il est allemand d'origine juive contraint par Hitler d'émigrer aux Etats-Unis et revenu en Allemagne en 1944 dans les fourgons de l'armée américaine, et qu'il est resté ensuite en RDA, mais en marge, avec un statut de semi-dissident dont une partie des ouvrages n'a pas obtenu l'imprimatur officiel.

Cela dit, le vote PDS a représenté, de toute évidence, un vote de protestation. Les scores du PDS ont grimpé de façon sensible dans tous les Länder de l'Est (pour passer souvent de 10 à 20% ou 25% environ), mais ils ont connu un petit coup de pouce à l'Ouest aussi (pour passer, là de 1 à 2%, ou de 0,5 à 1,5%, voire à plus de 2% à Brême ou quelques autres bastions ouvriers). Cette évolution, on ne peut plus modérée mais générale, est probablement l'expression d'un certain mécontentement.

Alors qu'il y a quelques mois, les médias annonçaient en Allemagne une forte abstention pour ces élections, alors qu'il était de bon ton de parler de dégoût pour les élections et la vie politique, la grande majorité des électeurs est allée voter. Le taux d'abstention a été l'un des plus faibles. Et à quelques centaines de milliers de voix près, à quelques députés près, les mêmes grands partis, avec leurs mêmes majorités, et surtout leurs mêmes programmes et leur même politique, à quelques promesses électorales près, dominent. Même si la majorité avait basculé, on n'aurait eu probablement qu'une nouvelle coalition, une "grande coalition" entre CDU et SPD, version allemande des "cohabitations" à la française, dont l'éventualité a été amplement discutée avant le scrutin et dont il n'est pas impossible qu'elle se réalise en cours de législature.

Alors, les bourgeois allemands peuvent se féliciter de la stabilité de leurs institutions. Les problèmes sociaux et politiques que l'Allemagne a connus ces dernières années, avec une réunification dont les grands trusts ont empoché tous les dividendes et dont les travailleurs et les plus pauvres ont fait tous les frais, n'ont pas eu de répercussion électorale. Même pas une percée notable de l'extrême-droite comme en France. Mais il faut espérer que le mécontentement social leur réserve d'autres répercussions ; pas dans les isoloirs.

Michelle VERDIER

Le Figaro dépité par ces députés !

Le Figaro du lundi 17 octobre n'était pas heureux que *"les communistes rénovés du PDS"* aient des députés au Bundestag. On peut lire en page Une : *"Profitant d'une particularité de la loi électorale, ils auront une trentaine de sièges. Ils n'ont pourtant recueilli que 4% des suffrages"*. Quoi de plus normal pourtant, avec 4% des voix, que d'avoir environ 4% de députés ?

Et pourtant c'est vrai, ce n'est pas vraiment normal vu le système électoral. Une moitié des députés allemands est élue au suffrage uninominal à un tour, dans chacune des 328 circonscriptions. Celui qui arrive en tête remporte le siège, par "mandat direct". L'autre moitié des députés du Bundestag est élue par un second vote (on gratte deux fois, deux cases) pour les listes des différents partis qui se présentent dans chacun des seize Länder.

La proportionnelle vient ainsi tempérer le scrutin uninominal mais il y a un barrage : les formations qui n'atteignent pas la barre des 5% sont éliminées de ce partage à l'exception cependant de celles qui ont obtenu au moins trois "mandats directs", c'est-à-dire qui sont arrivées en tête dans trois circonscriptions (l'Allemagne étant une République fédérale, avec certains particularismes politiques régionaux, les législateurs n'ont pas voulu éliminer du Bundestag des formations qui auraient une exixtence dans un Land, mais recueilleraient moins de 5% à l'échelle nationale).

C'est en vertu de cette "particularité" que le PDS, qui a obtenu quatre mandats directs dans des circonscriptions de Berlin-Est a donc droit à un nombre de députés correspondant grosso modo aux 4,4% de voix qu'il a recueillies, soit 30 députés.

Mais ce qui au fond est normal, au moins dans ce cas, est déroutant pour les journalistes accoutumés aux règles de la Ve République, par la vertu desquelles, aux dernières élections législatives de 1993 par exemple, la droite (RPR, UDF et divers droite) a obtenu 487 députés, soit 5/6e (85%) des sièges, avec moins de la moitié (44%) des voix, tandis que le PC obtenait 24 députés, soit 4% des sièges, avec 9% des voix.

M. V.

Russie

Derrière la chute du rouble

UN HOLD-UP GIGANTESQUE AU

La panique qui a résulté, le 11 octobre, de l'effondrement de 30 % du rouble par rapport au dollar et autres devises étrangères, n'en finit pas de provoquer des remous en Russie. Le ministre des Finances et le directeur de la Banque centrale, désignés comme responsables d'une machination financière, ont sauté ; les hommes politiques ont saisi ce nouveau prétexte pour s'accuser mutuellement d'incompétence et d'avoir partie liée avec les spéculateurs de l'ombre, l'Etat étalant comme à l'ordinaire son impuissance à maîtriser la situation.

Mais, encore une fois, c'est la population qui est la première victime de la situation créée par ce que la presse appelle le "mardi noir". En quelques heures les étiquettes ont valsé, les prix doublant dans les kiosques et la plupart des magasins, qu'il s'agisse de marchandises produites en Russie ou importées (de toute façon, elles l'avaient été à l'ancien taux de change). Devant les vitrines, tout le monde était sous le choc, certains pleuraient de rage.

Le lendemain, 12 octobre, en présence du Conseil de Sécurité réuni d'urgence, Eltsine intervint à la télévision de façon dramatisée. Il invoqua un complot, une *"opération de diversion"* et fit *"la promesse au peuple de tenir les prix"*. Au bout de deux-trois jours, le rouble regagna bien un peu de sa valeur perdue. Mais les commerçants, eux, n'abandonnèrent pas le terrain gagné : les prix ne rebaissèrent pas.

BOUCS ÉMISSAIRES ET RÈGLEMENTS DE COMPTES POLITIQUES

Une commission d'enquête, créée par Eltsine, fut sommée par lui de désigner des coupables sous trois jours. Bien sûr, il ne s'agissait pas de désigner les responsables du délabrement de l'économie et du cours du rouble en particulier (cela ne date évidemment pas d'hier) et encore moins ceux auxquels profite l'effondrement du niveau de vie de la population. Il n'était évidemment pas question de mettre en cause les agissements de millions de bureaucrates et de "businessmen" qui saignent le pays à blanc.

Non, ce qui était nécessaire à Eltsine notamment, c'était de trouver *"quelques têtes à couper car le peuple aime cela"*, comme l'écrivait sans vergogne un quotidien, *Les Izvestia*. Ces boucs émissaires ont été d'autant plus faciles à désigner en la personne de Doubinine, le ministre des Finances, et de Guérachtchenko, le président de la Banque centrale, que le limogeage du premier couvrait l'éviction du second, un ennemi notoire d'Eltsine, et que l'un et l'autre apparaissaient comme les orchestrateurs de la chute du rouble. Qu'ils n'aient en cela fait qu'appliquer des directives du Premier ministre, Tchernomyrdine, c'était un secret de polichinelle. Mais le rapport de forces entre Eltsine, une Douma (le Parlement) qui soutient Guérachtchenko et un gouvernement où les alliés d'Eltsine sont minoritaires, ne permettait apparemment pas au président russe de s'en prendre au Premier ministre. Il n'est d'ailleurs même pas dit que la Douma entérinera le départ de Guérachtchenko, ajoutant un nouvel épisode au feuilleton de la lutte incessante que se livrent les différentes instances de l'Etat russe et qui aboutit à sa paralysie.

C'est cette lutte-là qui explique aussi, sur fond de bras de fer entre différents partis pour constituer un gouvernement de coalition, que les partisans d'Eltsine (actuellement dans l'opposition) ont dénoncé vigoureusement le rôle des banques dans la chute du rouble... du moins de celles qui sont, à tort ou à raison, suspectées de brasser ce que la presse appelle les *"fonds secrets de l'ancien Parti Communiste"* et dont bénéficieraient certains partis soutenant le gouvernement.

LO

LO

Devant un rayon peu fourni d'un supermarché à Moscou.

MISÈRE PLAI

Dans la semaine même où se produisait le "mardi noir", les autorités russes ont publié une série d'informations donnant un tableau accablant de la situation dans laquelle elles ont conduit le pays et la population, et la classe ouvrière en particulier.

Début octobre, il y a d'abord eu la catastrophe "naturelle" du tsunami (un raz-de-marée d'origine sismique) qui a fait des ravages dans les Kouriles, ces îles de l'Extrême-Orient russe qui jouxtent le Japon. Alors que, dans ce dernier pays, le tsunami n'a fait que des dégâts maîtrisés, en Russie on a compté des dizaines de morts, des milliards de roubles de destructions. Il est vrai que la population n'avait même pas pu être prévenue : les quelques millions de roubles que coûtait l'entretien des stations météo et d'observation sismique d'Extrême-Orient ayant été jugés superflus, l'Etat les avait presque toutes fermées, dans le même temps qu'il arrêtait les trois quarts de toutes les stations météo sur le reste du territoire russe.

Quelques jours plus tard, la télévision de Saint-Pétersbourg relatait, sans plus s'émouvoir, le développement d'une "épidémie" de tuberculose dans la région, concluant qu'on n'y pouvait rien, les autorités sanitaires n'ayant pas les moyens d'y faire face.

Le 12 octobre, le ministère de la Santé faisait savoir que la Croix-Rouge hollandaise venait d'offrir à un quartier sud de la capitale un refuge

DÉTRIMENT DE LA POPULATION

LE ROUBLE ET LES ROUBLARDS

En fait, depuis des semaines, les autorités financières laissaient le rouble perdre de la valeur sur le marché des changes. Et cela de façon délibérée sinon avouée. Le gouvernement, endetté vis-à-vis de secteurs entiers de l'économie, incapable de payer des millions de fonctionnaires, y avait intérêt : en renchérissant la valeur de ses réserves de dollars puis en jetant celles-ci sur le marché, il trouvait un expédient pour "faire de l'argent" et payer une partie de ses dettes en monnaie dévaluée. Il trouvait là aussi de quoi boucler un budget 1994, adopté seulement cet été et annoncé aussitôt comme impossible à tenir, les impôts ne rentrant pas.

Les banques commerciales (liées à des grands groupes industriels) étaient également intéressées à l'opération : faire baisser le rouble, c'était stimuler les exportations de leurs clients et partenaires, et aussi faciliter le remboursement de leurs emprunts auprès desdites banques. Et c'était de notoriété publique. Six jours avant ce "mardi noir", le quotidien *Les Izvestia* titrait : *"Les banques russes menacées en masse de banqueroute"*, expliquant cela par le coût jugé trop élevé du rouble.

Bien évidemment, cette jonglerie gouvernementale n'est qu'une suite d'expédients financiers. Mais ses résultats n'ont rien de neutre. Le 11 octobre, la Banque centrale et le ministère des Finances ont livré à la Bourse 335 millions de dollars. En deux mois, près de 3 milliards ont ainsi filé. Mais ils n'ont pas été perdus pour tout le monde. Ils ont atterri dans l'escarcelle des banques, des structures commerciales. Ils ont aussi permis à des dizaines, des centaines de milliers de petits-bourgeois, de trafiquants de spéculer sur les changes, de s'enrichir honteusement au détriment de l'Etat et surtout d'une population appauvrie d'autant en quelques heures.

Le pire est d'ailleurs que ce n'est qu'une goutte d'eau dans le flot des richesses que pillent à l'envi des millions de bureaucrates et de "nouveaux riches". "Mardi noir" ou pas, ceux-ci font main basse sur tout ce qui passe à leur portée, saignant le pays par une hémorragie de capitaux que les banquiers américains – bien placés, puisqu'ils en sont les principaux bénéficiaires – estiment à 10-15 milliards de dollars par an.

Face à cela, le FMI, la Banque Mondiale peuvent bien publier des communiqués de victoire sur les privatisations qui seraient un "succès" en Russie : privatisées ou non, les entreprises asphyxiées par manque de capitaux ne tournent plus qu'au ralenti, le tissu économique se déchire en mille morceaux, menaçant tout le pays d'une catastrophe gigantesque.

Si, en Russie, il existait un parti défendant vraiment les intérêts de la classe ouvrière, et derrière elle de la majorité de la population, c'est d'abord contre ce pillage qu'il appellerait les travailleurs à réagir. Car le problème serait bien, pour la classe ouvrière, de reprendre le contrôle de l'économie, en balayant cette bureaucratie avide et incapable de faire autre chose que "privatiser" dans des comptes bancaires occidentaux ce qu'elle vole à la population, ne laissant derrière elle qu'un champ de ruines, "privatisées" ou non.

Pierre LAFFITTE

La chute du rouble a permis aux petits commerçants et surtout aux gros de s'enrichir.

NIFIÉE ET RÉACTIONS OUVRIÈRES

pour enfants sans abri : il peut en héberger quinze... alors qu'on estime leur nombre à 50 000 rien qu'à Moscou !

Ce qui est vrai au niveau des structures de protection collective ou sociale l'est aussi dans la vie quotidienne des entreprises.

Le 12 octobre, au lendemain du "mardi noir", *Les Izvestia* pouvaient écrire que, *"pour les simples citoyens russes, en un mois et demi de temps, leurs revenus exprimés en dollars ont chuté de moitié"*.

Le 13 octobre, le ministère du Travail annonçait qu'un quart des travailleurs de la Fédération de Russie ne disposaient pas d'un minimum vital estimé par lui à 100 000 roubles mensuels (soit 150 F... d'avant la chute du cours du rouble). Et encore s'agit-il là de revenus théoriques : nombre d'entreprises ne payent les salaires qu'avec un, voire plusieurs mois de retard.

Les Izvestia de la veille citaient ainsi un combinat chimique de la région de Toula, AKhK, qui *"travaille quatre jours par semaine, dont la production chute d'année en année et où les salaires sont les plus bas de la ville. Des salaires qui ne sont d'ailleurs réglés qu'avec trois mois de retard"*. Cela n'empêche pas les dirigeants d'AKhK de multiplier les "voyages d'étude" pour eux et leurs proches, au Japon, aux Etats-Unis, sur la Côte-d'Azur, même lorsqu'ils invoquent devant les travailleurs des "difficultés économiques". Des "difficultés" dont la moindre n'est pas un "impayé" d'un client hollandais, une somme d'un million de dollars que les dirigeants d'AKhK avaient "oublié"... sur un compte en Occident.

De tels exemples, on pourrait en citer des milliers, les dirigeants des entreprises, avec la complicité des autorités locales, mettant "leur" entreprise au bord de la faillite tant ils la saignent. Des entreprises, aussi, dont les dirigeants vident les caisses pour spéculer sur les changes, via les fameux "fonds d'investissement" censés organiser un actionnariat populaire qui serait la base des privatisations. Et quand il n'y a plus rien dans les caisses et que l'Etat, lui-même sans le sou, se fait tirer l'oreille pour fournir des subsides (car toutes ces entreprises "privatisées" continuent à compter d'abord et avant tout sur les subventions publiques, faute de quoi elles seraient en faillite effective), eh bien c'est dans les fonds salariaux que piochent les directions.

Heureusement, cela ne se passe pas toujours sans réaction. Ainsi, VAZ, le trust automobile géant (120 000 travailleurs) de la Volga, ne pouvant plus payer les salaires, selon sa direction, les ouvriers ont arrêté la chaîne principale de montage et bloqué toute la production. Une semaine plus tard, le 10 octobre, la direction "découvrait" de quoi régler les arriérés de salaire. Même chose pour les mineurs du bassin du Kouzbass, impayés depuis l'été, qui ont obtenu satisfaction après avoir coupé, début octobre, le BAM, cette voie ferrée qui est l'artère vitale de la desserte de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe.

D'une certaine façon, Eltsine disait vrai, au lendemain du "mardi noir", quand il déclarait à la télévision que l'effondrement du rouble et du niveau de vie qui s'en est suivi *"représentent une menace pour la sécurité nationale de notre Etat"*. A trop tirer sur la corde, les bureaucrates, par leur rapacité, vont bien finir par la faire se rompre. Et les plus conscients d'entre eux n'ont sans doute aucune envie de se retrouver avec des millions de travailleurs jetés dans la rue, car les réactions ouvrières pourraient alors bien être plus dévastatrices que le tsunami qui a déferlé sur les Kouriles...

P. L.

Proche-Orient

Accords de paix israélo-jordaniens, gestes démonstratifs d'Arafat : ISRAËL ET SES COMPLICES

Poignée de main Hussein - Rabin à Washington, en juillet dernier, sous l'égide de Clinton.

Gamma/Market

Mercredi 19 octobre, l'explosion d'une bombe dans un autobus à Tel-Aviv a fait plus de 20 morts et de 40 blessés. Au moment où l'on annonce de nouveaux accords entre Israël et ses voisins arabes, cet attentat sanglant vient souligner combien la distance est grande entre la "normalisation" en cours entre dirigeants et une véritable paix sur le terrain.

Une concertation permanente

Rabin, le Premier ministre israélien, et son homologue jordanien viennent de signer un projet de traité de paix entre les deux pays. Une seconde signature, définitive celle-là, doit avoir lieu le jeudi 27 octobre à la frontière israélo-jordanienne en présence du président américain, un des maîtres d'œuvre de la réconciliation. Ce traité est le second qu'Israël signe avec un de ses voisins. Le premier le fut en 1979 avec l'Egypte.

Cet accord, nous dit-on, met fin à 46 ans d'état de guerre. Mais en réalité, depuis bien longtemps, les deux pays vivaient dans un état de complicité. Car même s'ils se sont affrontés à plusieurs reprises, sur un problème au moins, la question palestinienne, ils ont réagi de façon analogue.

Israël, pour se constituer, a chassé les Palestiniens de leurs terres. De son côté, le roi Hussein n'eut pas une attitude plus fraternelle à leur égard. Lors du plan de partage de 1947 par exemple, l'ONU avait prévu que des territoires soient réservés à un Etat palestinien. Mais, de leur propre chef, les dirigeants jordaniens annexèrent la Cisjordanie à leur royaume.

Bien plus tard, à la fin des années soixante, quand le mouvement palestinien se développa, Hussein estima qu'il pouvait être un danger. En septembre 1970 il fit donc donner son armée. Ce fut un massacre, connu sous le nom de "Septembre noir".

L'attitude de Hussein ne pouvait que le rapprocher d'Israël. Dès lors, les dirigeants des deux pays commencèrent à se rencontrer secrètement, malgré l'état de guerre qui se maintenait officiellement.

Un autre geste d'Hussein qui favorisa le rapprochement fut la fin du contentieux territorial entre Israël et la Jordanie. Celui-ci survint en 1988, lorsque le roi jordanien renonça officiellement à ses prétentions sur la Cisjordanie.

Alors, le seul vrai changement est que les complices d'hier se serrent aujourd'hui publiquement la main qu'ils se serraient avant dans les coulisses. Et il est possible maintenant qu'on assiste à une évolution analogue du côté de la Syrie. Un traité de paix est dans ce cas plus difficile, car il faudrait que le gouvernement israélien accepte de rendre le Golan, pris à la Syrie et annexé au sortir de la guerre de 1967. Car de son côté la Syrie a, à maintes reprises, montré qu'elle pouvait être elle aussi – et tout comme la Jordanie – un facteur d'ordre dans la région : vis-à-vis des Palestiniens qu'elle a toujours fortement encadrés dans l'affaire libanaise, ou encore durant la guerre du Golfe, quand elle s'est rangée sans pudeur dans le camp occidental.

La bonne volonté d'Arafat

Mais, si d'un côté l'atmosphère est au consensus entre le gouvernement israélien et les gouvernements voisins, elle est à la tension croissante dans les territoires palestiniens.

Une raison en a été l'enlèvement d'un soldat israélien pris en otage puis tué par ses ravisseurs, membres d'un commando islamiste du Hamas, mais aussi plus généralement le fait que les pourparlers sur l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie, sur l'organisation d'élections dans ce territoire comme dans celui de Gaza, et sur le repli de l'armée israélienne, n'ont fait strictement aucun progrès ; et cela du fait même de l'intransigeance du gouvernement Rabin.

D'ailleurs, les risques pris par l'armée israélienne pour "libérer" son soldat ont été tellement grands qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'entre *"la volonté de ne pas céder au terrorisme"*, chère à Rabin, et la vie de l'otage, c'est uniquement le premier membre de l'alternative qui l'a emporté, alors même que le Hamas faisait savoir qu'il était prêt à retarder de 24 heures son ultimatum.

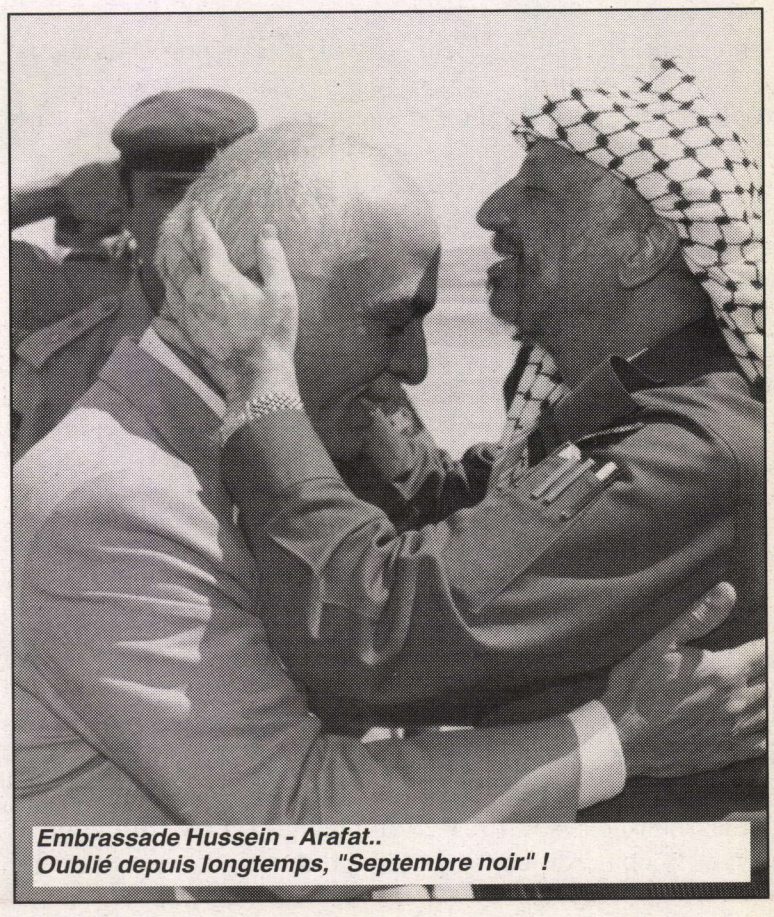
Et dans cette affaire, tout montre que Rabin a voulu se servir du prétexte de l'enlèvement du jeune Israélien pour contraindre le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, à des démonstrations publiques de quasi-allégeance à la politique israélienne. *"Vous-même ainsi que l'Autorité Palestinienne,* a tenu à dire Rabin s'adressant à Arafat, *êtes tenus pour responsables de la vie, de la sécurité et du retour sain et sauf en Israël de notre soldat. Ceci est le véritable test de votre capacité à tenir les engagements que vous avez pris avec nous"*. Rabin savait fort bien qu'Arafat ne pouvait être tenu pour responsable de cet enlèvement, mais son but était de le contraindre à des gestes de soutien à l'égard de la politique israélienne.

De fait, dans la nuit du 13 au 14 octobre, la presque-totalité des 9 000 anciens soldats de l'Armée de libération nationale de la Palestine, transformés depuis quelques mois en policierrs ont quadrillé en tout sens la bande de Gaza, dressé des barrages, forcé l'entrée des maisons et arrêté plusieurs centaines de personnes suspectées de sympathies islamistes.

Ces gestes de bonne volonté d'Arafat vis-à-vis des dirigeants israéliens lui vaudront-ils quelques concessions de la part de Rabin, une avancée dans les accords entre Israël et l'OLP accroissant un peu la part de pouvoir d'État cédée à celle-ci ? C'est ce qu'espère Arafat. Mais alors, pour la population palestinienne, ce pouvoir, même aux couleurs palestiniennes, aura un caractère de plus en plus répressif et dictatorial. Mais, avant cela, il faudra encore qu'Arafat montre sa fiabilité, qu'il fasse et refasse la démonstration qu'il est capable de s'en prendre aux Palestiniens eux-mêmes. Tout comme il a fallu des années au roi Hussein de Jordanie pour faire montre de sa complicité vis-à-vis des gouvernants israéliens, avant qu'un accord de paix puisse être signé.

A pas mesurés pour les dirigeants israéliens, on assiste donc à ce que les Occidentaux nomment une normalisation dans les rapports entre États au Proche-Orient. Les dirigeants ainsi "normalisés" sont même récompensés. Après Begin-Sadate, cette année c'est au tour du couple Rabin-Arafat de recevoir le prix Nobel de la paix, entérinant en quelque sorte l'entrée d'Arafat dans le club des dirigeants "honorables" du Proche-Orient. C'est la paix entre quelques dirigeants, peut-être ; mais les peuples, eux, auront de toute façon à subir l'oppression de régimes qui ne les représentent en aucune façon.

Georges LATTIER



Embrassade Hussein - Arafat..
Oublié depuis longtemps, "Septembre noir" !

AFP

Italie

Après la grève générale contre les mesures d'austérité

QUAND LE LENDEMAIN DU 14 OCTOBRE EST... LE 19 NOVEMBRE!

Ph. Arc

La manifestation du 14 octobre à Milan.

"Même dix grèves générales ne me feront pas changer la loi de finances. Les chiffres sont là, tels que je les ai trouvés." **C'est avec ces paroles de bravade que Berlusconi a répondu – de Moscou il est vrai, où il était en visite – au succès de la grève générale organisée le 14 octobre en Italie par les confédérations syndicales contre son plan d'austérité.**

Une démonstration réussie

La grève et les manifestations auxquelles elle a donné lieu ont pourtant été une démonstration impressionnante du mécontentement soulevé par ses mesures, et en particulier par l'attaque contre le système des retraites. Des manifestations ont eu lieu pratiquement dans tous les chefs-lieux de provinces (équivalents des départements). La participation se serait située à Milan entre 200 000 personnes – selon la police – et 300 000 – selon les syndicats –, à Turin entre 100 000 et 200 000 selon les mêmes sources, à Florence entre 100 000 et 250 000, à Rome entre 130 000 et 350 000 ; une participation très importante de toute façon, quoi qu'on retienne de ces estimations à géométrie variable.

Le fait notable est aussi que, au contraire de pratiquement toutes les grandes mobilisations ouvrières depuis des années, celle-ci n'a donné lieu à aucune contestation tangible des directions syndicales. Celles-ci, visiblement, cherchent à se redonner une virginité vis-à-vis des travailleurs, ce dont elles ont bien besoin alors que leur compromission ouverte dans les plans anti-ouvriers successifs, depuis au bas mot quinze ans, a largement entamé leur crédit. Le fait que le gouvernement soit maintenant aux mains d'un Berlusconi, appuyé sur une coalition de la droite et de l'extrême-droite, et non plus d'un socialiste, démocrate-chrétien ou autre "centre-gauche", leur laisse aujourd'hui les mains plus libres pour tenir un langage un peu plus radical. Cela leur est d'autant plus facile que Berlusconi est un point de mire idéal contre lequel l'unité peut se refaire facilement ; on l'a vu aux multiples slogans lancés par les manifestants contre le PDG de la Fininvest.

Bien évidemment, ce patron de la télévision passé président du Conseil et qui prétend régenter le pays comme il régente son holding – et par-dessus le marché a tendance à confondre les deux – mérite largement tout cela. Mais il y a là aussi un piège car, au fond, la politique de Berlusconi n'est que la continuation de la politique d'austérité de ses prédécesseurs de "centre-gauche". Quant à la politique des directions syndicales, elle n'a pas non plus fondamentalement changé ; elles ne remettent nullement en cause le principe de l'austérité, et demandent seulement qu'on veuille bien la négocier avec elles en leur donnant le moyen de sauver la face.

Quel lendemain ?

De ce point de vue, si même Berlusconi avait eu vraiment des inquiétudes après le succès de la grève générale du 14 octobre, l'attitude des directions syndicales l'aurait rassuré. Celles-ci, qui avaient promis que cette journée d'action ne resterait pas sans lendemain, ont en effet bien planifié la suite ; ainsi ont-elles annoncé après la grève que le vrai lendemain du 14 octobre sera... le 19 novembre. Ce jour-là, une manifestation nationale sera organisée à Rome, avec un million de personnes. Il n'y aura pas de grève puisque ce sera un samedi, mais d'ici-là il y aura tout de même des grèves de huit heures, selon des modalités "à préciser" et qui varieront donc sans doute selon les secteurs et les régions. Enfin, il faudra attendre le 21 novembre pour qu'une nouvelle réunion des sommets syndicaux décide des suites à donner, s'il y en a.

L'objectif des dirigeants syndicaux est d'ailleurs formulé clairement. Le leader de la CISL, D'Antoni, a déclaré tout de go qu'il fallait *"revenir à l'esprit des accords de juillet 1993"*... c'est-à-dire des derniers accords anti-ouvriers négociés entre patrons, syndicats et gouvernement avant l'arrivée de Berlusconi. Les autres leaders syndicaux ne l'ont pas démenti, car leur politique est la même : tous veulent donc avoir maintenant les mains libres pour négocier avec le gouvernement quelques aménagements à ses mesures, tout en maintenant un minimum d'agitation afin de ne courir aucun risque que celle-ci échappe à leur contrôle.

La grève générale du 14 octobre restera bien sûr aussi, et heureusement, comme une démonstration de force de la classe ouvrière. Elle dément tous ceux qui, de Berlusconi à ses acolytes Bossi – le leader de la Ligue du Nord – ou Fini – celui du mouvement néo-fasciste MSI aujourd'hui transmuté en "Alliance Nationale" –, sans parler de tous les journalistes aux ordres, croyaient après la victoire électorale de la droite en mars dernier pouvoir désormais tout se permettre contre les travailleurs. La force de se battre et de riposter, les travailleurs italiens l'ont toujours entièrement. Mais il serait dommage qu'elle ne serve qu'aux organisations syndicales et aux politiciens de la gauche parlementaire désireux de se refaire une santé.

André FRYS

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
aura pour thème :
CUBA, 35 ans après la révolution castriste
Vendredi 18 novembre à 20 h 30
Salle de la Mutualité
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Élections belges : UNE PRÉCISION

Dans notre n° 1371 du 14/10/94, et dans l'article consacré au succès électoral de l'extrême-droite belge, les totaux des voix d'extrême-droite, du Vlaams Blok pour la Flandre, du Front National et d'Agir pour la Wallonie, comprenaient aussi les voix de la Région bruxelloise, ce qui majorait les résultats. Mais d'autre part les pourcentages étaient calculés sur les inscrits, ce qui avait pour conséquence de minorer ces mêmes résultats...

Voici les calculs qui permettent des comparaisons plus justes.

Sans les voix de Bruxelles, et en pourcentage des suffrages exprimés : en Wallonie le Front National et Agir ont obtenu 130 017 voix et 6,8%, en Flandre le Vlaams Blok a obtenu 413 547 voix et 11,3%.

Sur Bruxelles et les communes de la Région bruxelloise, le Vlaams Blok recueille 2,3% et le Front National 8,5% des suffrages exprimés.

Quoi qu'il en soit, le vote d'extrême-droite en Belgique reste comparable, voire inférieur à ce qu'il est dans d'autres pays européens. Mais cela n'empêche pas les préjugés nationalistes, xénophobes et racistes de peser dans la vie politique belge, même si tous les partis se sont engagés à nouveau à ne pas nouer d'alliance avec les élus d'extrême-droite.

Air France

UNE HEURE DE TRAVAIL EN PLUS... DONT LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PAS !

Mercredi 19 octobre, à la Maintenance Air France d'Orly-Nord, il y avait de l'ambiance. Les travailleurs, appelés la veille à protester contre le projet imminent de la direction d'instaurer une heure de travail supplémentaire par semaine (12 minutes par jour) ont débrayé à 700. Le "building", le bâtiment de la direction, a vu certaines corbeilles voler par les fenêtres, tandis que le grand patron reprenait son couplet sur le plan Blanc que l'on aurait accepté, sur le fait que les affaires reprenant, ce ne serait pas le moment de les compromettre en refusant des sacrifices...

Eh bien, justement, les travailleurs d'Air France ne veulent pas de sacrifices. On a pu le constater dans plusieurs centres d'Air France, car, ces jours-ci, la direction accentuait la pression en ce sens,. A Roissy, à Marseille et à Toulouse des travailleurs ont débrayé, parfois à plusieurs reprises, contre les nouveaux horaires et les 12 minutes de travail en plus par jour, pour l'embauche des CDD ou contre des menaces de licenciement. Bref, pour ne pas faire les frais de l'augmentation de la productivité décrétée par la direction.

Puis ce fut le tour des chauffeurs de cars : à Orly, ils ont débrayé 3 h 40, le lundi 17 octobre. Ce même jour, dans un secteur (ED) de la Maintenance d'Orly-Nord, plus de 200 travailleurs sont montés à la direction pour faire savoir qu'ils refusaient les 12 minutes. Mercredi 19, c'est la GV (principal secteur d'Orly-Nord) et d'autres secteurs qui étaient appelés à débrayer. L'ambiance était montée d'un cran, au moins si l'on en juge par le fait que dans les secteurs qui avaient débrayé le lundi la participation était cette fois plus importante. Enfin, jeudi 20 octobre, c'est au Bourget que, pour la même raison, les travailleurs étaient appelés à faire grève.

Un an après la grève d'octobre 1993 qui avait vu le gouvernement et la direction devoir annuler le plan Attali devant la pression des grévistes, la direction veut sa revanche. Elle n'a pas digéré qu'on lui fasse remballer son plan et revenir sur les 25 minutes de travail en plus qu'elle avait déjà commencé à imposer ici ou là. Alors, elle annonce que pour la seconde moitié de novembre, elle va nous imposer ces 12 minutes supplémentaires dont nombreux sont les travailleurs à dire qu'il n'est pas question de les accepter.

A une heure de plus par semaine, pour 39 000 travailleurs à Air France, c'est 39 000 heures de travail gratuit qu'empocherait la direction : soit le travail de 1 000 personnes qu'elle ne serait pas forcée d'embaucher. Et nombreux sont les travailleurs qui ont par exemple des enfants en âge de chercher du travail, qui disent qu'accepter de telles conditions ce serait renoncer à ce que leurs gosses trouvent jamais un emploi. Ou encore que ces 39 000 heures en plus, ce sont 1 000 emplois dont la direction nous dirait bientôt qu'ils sont en trop...

Pour l'instant, c'est un peu un round d'observation : la direction tâte le terrain, et les travailleurs répliquent sur le même ton. Mais à revenir à la charge comme elle le fait, elle risque de nous voir nous aussi remettre ça, et en mieux, car cette fois ce pourrait bien être tous les centres Air France réunis.

Correspondant LO

Siemens Automotive (Toulouse)

MANIFESTER SON MÉCONTENTEMENT, C'EST PAYANT !

Siemens-Automotive, qui élabore des injections et des allumages pour différents constructeurs automobiles et emploie 1 400 personnes sur trois usines, dont 1 100 à Toulouse, a déclaré 78 millions de bénéfices en 1992 ; soit 50 % de plus qu'en 1992. Cela n'a pas empêché la direction d'imposer cette année un plan social dit "préventif" avec chantage aux licenciements, où elle proposait des mi-temps et imposait du chômage partiel à la Fabrication, le tout subventionné par l'État. Par ailleurs, elle décrétait que les salaires ne seraient augmentés que de 2 %.

Le mécontentement couvait. Début juillet, une première assemblée générale du personnel, tenue sur la plage d'horaire variable, regroupait 280 personnes et se prononçait pour une augmentation mensuelle de 500 F pour tous. En septembre, la direction annonçait de nouveau 78 millions de bénéfices pour 1994. Enfin, mercredi 5 octobre, c'était le début des prétendues "négociations salariales". Les syndicats décidèrent de refuser d'y aller, tant que le problème du rattrapage de 1994 ne serait pas réglé. La CGT revendiquait 500 F minimum pour tous, la CGC, FO et deux autres syndicats-maison 2 % avec plancher à 500 F ; ils se mirent d'accord pour appeler à une assemblée générale le jour des "négociations", pour décider de la revendication et aller la porter à la direction.

Plus de 600 travailleurs se retrouvèrent à cette assemblée, toujours sur l'horaire variable, confirmèrent leur volonté d'obtenir 500 F d'augmentation pour tous, et décidèrent d'aller tous ensemble porter cette revendication à la direction. La réponse de celle-ci fut une prime de 2 000 F pour 1994. A une nouvelle assemblée générale, fixée lundi 10 octobre, et aussi nombreuse que la précédente, malgré un "lâchage" de la CGC, les travailleurs se prononçaient pour l'augmentation de 500 F pour tous, sans toutefois reprendre la proposition de la CGT de l'appuyer par un débrayage.

Trois jours plus tard, la direction lâchait encore du lest : en plus de la prime, elle donnait 150 F d'augmentation pour les salaires inférieurs à 15 000 F par mois et entre 150 et 250 F pour les salaires supérieurs à 15 000 F. Lundi 17 octobre, une nouvelle assemblée générale décidait de renoncer à maintenir la revendication des 500 F, mais se prononçait pour une augmentation uniforme. A la réunion avec les syndicats qui suivit, la direction campait pour le principe sur sa proposition de 1 % échelonné suivant le salaire.

La CGC et FO, au mépris de ce qu'avait exprimé l'assemblée, et s'étant bien gardés de le dire, se sont empressés de déclarer à la direction qu'elles signeraient telle quelle sa proposition. Mais c'est maintenant aux travailleurs de dire leur mot !

Échos des entreprises

Groupe Malakoff (Région parisienne)

Egalité, vous avez dit égalité ?

Dans les statistiques sociales, le groupe Malakoff comptait l'an dernier 1742 salariés (effectif France entière).

La décomposition par sexe donne 300 salariés hommes et 1442 femmes.

Quand on regarde la répartition sous l'angle de la position hiérarchique, et donc du niveau salaire, on constate que 132 hommes sur 300 sont cadres (44 %) et que seulement 140 femmes sur 1442 sont cadres (9,7 %).

L'égalité des sexes au GM, ce n'est pas pour tout de suite !

Carrefour (Claira)

Qualification ou exploitation ?

Sur plus de 70 contrats de qualification pris au début de l'été, la direction évoque la possibilité d'en embaucher... 2 ! Et encore ce n'est pas sûr.

Après avoir exploité ces jeunes tout l'été avec des salaires en dessous de la convention collective, le patron espère sans doute les faire trimer encore plus les quelques mois qui restent dans l'espoir d'une hypothétique embauche.

Ces jeunes en contrat de qualification se seront au moins qualifiés à une chose ; à apprendre ce qu'est l'exploitation.

Hôtel des Postes (Lyon)

Apprentissage ou racket ?

France-Télécom et La Poste veulent profiter de la remise à la mode de l'apprentissage pour économiser sur les salaires des jeunes.

Avec le système actuel sans apprentissage, un agent est embauché : il a alors un salaire, puis une formation, selon son emploi.

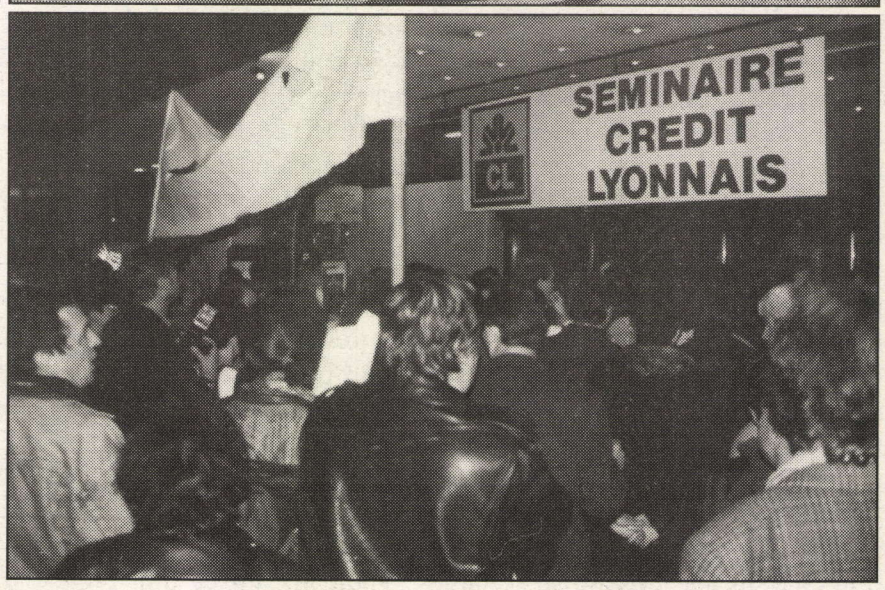
Avec l'apprentissage, le futur agent devra d'abord fournir un travail bien réel en échange d'un salaire, lui, partiel. Et il devra suivre une formation dans un centre d'apprentissage à l'issue de laquelle il *"pourra éventuellement être recruté par la suite"*. Ainsi, en cas d'embauche, il aura une formation qu'il aura déjà payée par son travail. Et s'il n'est pas embauché, il aura déjà été exploité au rabais pendant 2 ans.

Crédit Lyonnais (Rillieux - Rhône)

Débrayage et manifestation à Paris

DES EMPLOYÉS EN COLÈRE

LO



LO

La direction du Crédit Lyonnais veut supprimer 3 800 postes en trois ans. De mars 1994 à mars 1995 son objectif est d'en faire disparaître 1 124. Elle propose des départs en reconversion, du temps partiel et des préretraites.

Parallèlement, après la suppression d'un des quatre centres de traitement modulaire de chèques sur Paris, c'est la fermeture du centre de Rillieux, où travaillent 300 personnes, qui est programmée pour la fin 1995.

Dans le cadre de la fermeture annoncée du centre depuis début septembre, de piquets de grève en débrayages, le personnel a déjà, par son action, fait reculer le Crédit Lyonnais. Il y a eu notamment des AG, des débrayages, et le centre a même été bloqué deux jours par des piquets de grève. Depuis l'annonce par la direction, le 23 septembre, de 230 postes disponibles sur toute la France et du report d'un mois de la date limite pour postuler, le sentiment était qu'il ne fallait pas trop attendre pour obtenir le plus important : des postes pour Lyon et une date de négociation sur nos revendications.

Lors d'une assemblée générale de 60 personnes le 30 septembre, la décision était même prise de préparer un piquet de grève dans les huit jours. Entre-temps, la nouvelle d'une réunion des hauts cadres du Crédit Lyonnais le 14 octobre au CNIT à La Défense, nous donna une autre idée : *"Et si on profitait de cette occasion pour monter leur dire carrément ce qu'on réclame ?"*

Parallèlement, dans les autres centres administratifs (Saint-Avertin, Bayeux, Valence, Melun), bien des employés craignent qu'après Rillieux ce soit leur tour et pensent qu'il faudrait réagir dès maintenant. Aussi, à l'initiative de militants de chacun de ces centres, il était décidé d'un mouvement le 14 octobre, ainsi que dans certains services parisiens, regroupant 550 personnes, rattachés à la même direction de province. Pendant que Rillieux irait, accompagné de Parisiens, perturber la réunion du CNIT, les autres centres de province devaient débrayer à 10 h pour organiser une assemblée générale, discuter des revendications et aller réclamer à leur direction locale une négociation nationale.

A Saint-Avertin, l'AG a rassemblé 150 personnes (sur 250 présents au centre). A Valence il y a eu 170 employés (sur 200) et à Bayeux 550 participants (sur 850).

Le 14 octobre au matin, nous étions 50 de Rillieux à monter en car pendant que les autres faisaient grève 24 h. A 11 h, nous sommes allés rejoindre nos collègues parisiens devant la tour Manhattan à La Défense et à 250 nous partions en manifestation jusqu'au CNIT.

Nous avons bien sûr trouvé la porte fermée et des vigiles "protégeaient" les 800 hauts cadres du Crédit Lyonnais qui ne voulaient pas être dérangés à l'heure de l'apéritif.

Très rapidement, la direction nous proposait de recevoir une délégation de 5 ou 6 personnes, puis, devant notre refus, elle acceptait 15 personnes. Nous avons alors voté que les 50 de Rillieux devaient assister à la discussion, sans quoi la délégation ne resterait pas. Ce qui fut fait et accepté par les 4 représentants de la direction du Crédit Lyonnais. Et là le personnel, pas du tout intimidé, a pu découvrir des hauts cadres très mal à l'aise, engoncés dans leur costume-cravate et obligés de reculer sur certains points. Ils nous ont d'abord promis une négociation nationale avant le 15 novembre. Mais cela ne suffisait pas ; en effet c'est avant le 24 octobre qu'il faut choisir une mutation et nous voulions des garanties :

– une prime défiscalisée, et doublée pour les couples travaillant au Crédit Lyonnais,

– la possibilité de revenir sur Lyon en cas de fermeture ou baisse de l'effectif sur le lieu de mutation.

Et là-dessus encore, ils ont partiellement reculé puisqu'ils nous promis une réponse pour le 20.

Depuis septembre, nous avons su leur prouver que nous ne nous satisfaisions pas de paroles en l'air. Tant qu'ils ne trouveront pas de postes sur Lyon pour ceux qui ne peuvent pas partir, et des garanties pour les autres, nous ne lâcherons pas le morceau.

Correspondant LO

Semurval | transports publics de Valenciennes

UNE AGRESSION... ET DES RÉACTIONS RACISTES

C'est la deuxième fois depuis moins d'un an qu'une agression grave se produit contre un membre du personnel de la Semurval (transports publics de Valenciennes).

Comme la dernière fois, l'émotion des chauffeurs de bus était grande, et tous se sont mis en grève spontanément pour une journée. L'agression précédente était le fait de deux jeunes armés d'un fusil, qui avaient blessé un chauffeur d'une balle dans le cou. Cette fois, il s'agissait d'un jeune de 16 ans et demi qui a blessé un chef de ligne, le mardi 11 octobre, à coups de cutter. Le chef était venu assister un chauffeur, lui-même menacé par ce jeune, connu pour d'autres agressions.

Mais il y a d'autres différences entre les deux situations : cette fois, le jeune agresseur est d'origine maghrébine et les racistes – il y en a plusieurs parmi les chauffeurs malheureusement – ont donné de la voix. Pour eux, plus question de trouver des explications dans la drogue ou le chômage, comme ils l'avaient reconnu dans le cas des agresseurs bien français. Le simple fait que l'agresseur présent soit d'origine arabe suffisait à tout expliquer, et leur faisait réclamer les pires sanctions. Le racisme remplaçait le raisonnement et la fureur redoubla lorsque la direction fit savoir que l'agresseur avait été remis en liberté par la police après quelques heures parce qu'il était mineur.

On aurait pu espérer que les deux syndicats, CGT et CFDT, tiennent un autre langage, par exemple en expliquant que la prison n'est pas le moyen d'enseigner à un gamin à se passer de la violence, ou en essayant de montrer qui sont les vrais responsables de la dégradation des conditions de vie dans les quartiers pauvres. Mais non, seuls le bulletin Lutte Ouvrière et les militants de l'entreprise qui le soutiennent ont dit cela, tandis que les deux syndicats, au contraire, se mettaient au diapason des pires préjugés, jugeant sans doute qu'il ne fallait pas se couper de ceux qui criaient le plus fort.

Ainsi, les dirigeants syndicaux, jamais bien prompts à organiser le personnel, se sont agités cette fois plus que de coutume, lançant une pétition contre la libération du jeune agresseur, qui fut largement signée, compte tenu de la réelle inquiétude, puis appelant à un arrêt de travail et à une manifestation devant le tribunal de grande instance pour protester contre la décision du juge. Le tract dit par exemple : *"On ne peut continuer d'accepter que des vermines très dangereuses soient toujours en liberté. La justice fait-elle son travail ? On se pose la question."*

Et les syndicats, eux, font-ils vraiment leur travail ? La situation des chauffeurs, isolés au volant de leur bus dans des secteurs où la dégradation sociale les met à la merci de la petite délinquance, est difficile, et il n'est pas simple d'y faire face. Mais raison de plus pour mettre en avant l'organisation du personnel, au lieu de tomber dans le délire sécuritaire et la complaisance au racisme.

EDF-DER (Région parisienne)

UN BALLON D'ESSAI SUR LA RETRAITE

La Direction Études et Recherche, avec 2 600 agents répartis sur 3 sites (Clamart, Chatou et Les Renardières), est la plus petite des directions d'EDF. Ses activités d'études et de recherche font qu'elle est composée pour moitié d'ouvriers et techniciens, pour moitié d'ingénieurs. Cette forte proportion de cadres incite souvent la direction générale à utiliser la DER comme ballon d'essai à ses mesures antisociales avant de les appliquer à l'ensemble de l'entreprise.

C'est ce qui se produit actuellement avec la remise en cause du droit de partir à 55 ans, pour ceux dont la tâche est considérée comme pénible ou dangereuse. Des négociations entre syndicats et direction se tenaient depuis de longs mois pour étudier un ajustement "rationnel" du taux de pénibilité avec la tâche réelle de chacun, sans qu'aucun accord ait jamais été trouvé.

La colère des travailleurs s'est exprimée lorsque la direction a subitement décidé d'appliquer ses propres critères de pénibilité en les revoyant à la baisse, ce qui, cela va sans dire, n'allait pas vraiment dans le bon sens... pour nous. Sur le site de Chatou, une assemblée générale convoquée par l'intersyndicale (CGT-CFDT), le matin même du jour où une réunion paritaire devait entériner officiellement le diktat du directeur, a rassemblé 50 personnes ; ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps. La décision fut prise d'aller en car au siège de la direction, situé sur le site de Clamart, pour empêcher la tenue de cette réunion. Des questions furent posées aux responsables syndicaux sur ce qui se passait dans les autres sites. Une vague évocation de deux cars devant partir du site des Renardières a tout de suite montré à l'assemblée le peu de préparation qu'avaient apportée les syndicats à cette action. C'est ce qui explique sans doute que seules 25 personnes se trouvèrent dans le car l'après-midi.

Arrivés au siège, nous nous sommes finalement retrouvés à plus de 120 pour envahir la salle de réunion, où siégeaient toute une brochette de chefs de service et des responsables syndicaux. Là, des déclarations furent lues par les syndicats pour signifier que la réunion ne pouvait pas se poursuivre, puisque le directeur ne voulait pas renoncer à ses mesures. Les responsables syndicaux nous demandèrent ensuite de quitter la salle pour que la réunion puisse se clôturer dans les formes légales. Mais comme au bout de dix minutes la réunion siégeait encore, il fallut de nouveau envahir la salle pour qu'elle s'achève.

L'ambiance ayant montré d'un cran, on décida sans plus attendre l'avis des syndicats de rester ensemble et de donner une suite au mouvement, car la direction pouvait se passer de la signature des représentants syndicaux pour faire appliquer son texte. On décida donc de débarquer chez le directeur pour lui dire ses quatre vérités. Il paraissait décontracté au début, nous disant que, les gens vivant actuellement jusqu'à 80 ans et plus, il était aberrant d'imaginer partir en retraite avant 60 ans. Devant nos protestations, son calme diminua en quelques minutes. Mais comme il ne voulait rien céder, nous lui avons annoncé qu'à agir de la sorte, il ne perdait rien pour attendre.

Tout le monde s'est séparé content d'avoir pu exprimer son mécontentement. Nous nous sommes promis d'étendre le mouvement, et la direction n'est peut-être pas au bout de ses peines.

CEGELEC (Massy - 91)

LA DIRECTION DOIT REVOIR SA COPIE

Pour les salariés de la division ERE-D, aux prises avec un plan de licenciements concernant 90 d'entre eux (voir *LO* n° 1368 du 23 septembre), l'étau s'est brusquement desserré avec la décision prise par l'inspecteur du travail d'Evry de dresser un constat de carence pour le plan social présenté par la direction.

Tout semblait pourtant se retourner contre ces salariés, deux syndicats sur trois (CGC et CFDT) s'étant tout bonnement acoquinés avec la direction. A la veille même de la réunion du comité d'entreprise, ils se sont rencontrés afin d'améliorer ensemble le projet initial pour le rendre présentable aux yeux de l'administration. Ils se sont accordés pour reconnaître la nécessité de tailler dans les effectifs avec simplement quelques divergences.

Cette démarche a été contrecarrée par la mobilisation des salariés résolus à refuser tout licenciement. Le 6 octobre, ceux-ci, malheureusement peu nombreux, se sont retrouvés avec les élus CGT au siège de Levallois, retrouvant là des délégations d'autres sites CEGELEC ou CGA.

Avec la ferme intention de rencontrer le PDG, Bonafé, nous avons fait, à une cinquantaine, le siège du hall d'entrée. Ses émissaires patentés, le directeur des Affaires sociales et le directeur des Ressources humaines, envoyés pour le baratin habituel, se sont engagés toutefois à venir à Massy dès le lendemain pour rencontrer les salariés et écouter leurs revendications. La matinée s'est terminée par une manifestation et une diffusion de tracts devant le restaurant d'entreprise. Là, le soutien visible des travailleurs du siège eux-mêmes, et la tournure prise par les événements ont nettement énervé les directeurs...

L'inspecteur du travail, venu lui aussi à Massy, a sans doute été sensible à la détermination du personnel qui refuse les licenciements dans une société qui fait partie d'un groupe prospère, recordman des profits dégagés pour 1993. Mais les travailleurs de CEGELEC, soulagés par sa décision, restent méfiants ; la direction va sans doute contre-attaquer.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE 1 an	LUTTE OUVRIÈRE 6 mois	LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Cinéma

Fraise et chocolat

de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio

Un film réalisé à Cuba, un film contestataire qui plus est, ne manque pas d'intérêt dans les circonstances actuelles. Le régime cubain connaît, on le sait, une grave crise économique, marquée par le départ de dizaines de milliers de "balseros", et il est attaqué de tous les côtés. Mais si, face aux attaques impérialistes, nous sommes évidemment solidaires de Cuba, ce petit pays qui résiste depuis un tiers de siècle aux pressions (dont l'embargo économique) des USA voisins, il n'en demeure pas moins que le régime castriste a tout d'une dictature sur la population cubaine.

Fraise et chocolat en est un témoignage, même s'il n'aborde qu'un aspect marginal en dénonçant l'intolérance du régime envers les homosexuels et les artistes non-conformistes. Intolérance d'autant plus forte que les deux "défauts" sont incarnés par la même personne...

Des deux personnages qui se rencontrent, le premier est un artiste-photographe homosexuel, en rupture morale avec le régime de Castro ; il cherche à draguer le second qui se trouve être... membre des Jeunesses Communistes, et parfaitement "hétéro". Si le photographe ne réussit pas à renverser la sexualité du jeune militant, il parvient à intéresser celui-ci à l'art, en particulier à celui banni de Cuba parce que jugé hostile ou néfaste.

Fidel Castro, dans un discours célèbre, avait défini ainsi l'attitude de son régime à l'égard des artistes : *"Dans la Révolution, tout. Hors de la Révolution, rien"*. Seulement c'est lui qui décidait quand un artiste était ou pas *"dans la Révolution"*... Et si beaucoup d'artistes ont été adulés, d'autres ont été rejetés, sans pouvoir faire connaître leurs œuvres, poèmes, tableaux ou autres, au public. Sauf dans quelques cas... à l'étranger, ou en s'exilant. Quant aux homosexuels, le régime, très macho latino-américain, fait preuve à leur égard d'une aversion avouée, sous prétexte que la Révolution a besoin de combattants virils et pas de femmelettes.

L'auteur principal, Gutierrez Alea, a beau être un cinéaste officiel, que les anticastristes dénoncent d'ailleurs avec virulence, *Fraise et chocolat* est donc critique sur certains aspects du régime. Le film, tourné il y a deux ans à La Havane, y est projeté actuellement (mais dans un seul cinéma) avec paraît-il un immense succès. En le laissant passer, il est vraisemblable que le régime cherche à se donner une meilleure image auprès d'une certaine petite-bourgeoisie intellectuelle qui se sent étouffée par la propagande officielle. La "clé" du film réside dans cette remarque patriotique du photographe homosexuel : *"Nous aussi* (c'est-à-dire les homosexuels, les artistes)*, nous faisons partie de Cuba ; sans nous, vous seriez incomplets !"*

La dénonciation du régime est sans doute limitée, et n'aborde pas les questions fondamentales. Car si les artistes n'ont pas beaucoup de droits, les ouvriers en ont encore moins. Si des sculptures ou des poèmes restent cachés, c'est au fond parce que le régime interdit toute tendance politique, non seulement de droite, mais aussi de gauche. Et quand on pourchasse les idées, on en vient vite à encadrer les artistes.

Cela dit, *Fraise et chocolat*, à la fois intéressant et émouvant, montre certains aspects de la réalité cubaine, vus "de l'intérieur", comme l'importance de la religion catholique, ainsi que les survivances des divinités africaines, etc. Il dénonce des travers sociaux, comme par exemple un mariage par intérêt d'une jeune femme, qui recherche confort et sécurité, avec un membre des milieux dirigeants. Et surtout il dénonce la persécution envers ce qui est jugé non-conformiste.

En cela, *Fraise et chocolat* est une œuvre chaleureuse, drôle et dramatique à la fois, et c'est un plaidoyer pour la tolérance, la liberté, l'amitié, l'art ; autant de sujets qui dépassent largement les limites de Cuba !

André VICTOR

Théâtre

Les affaires sont les affaires

d'Octave Mirbeau

"Sa fortune, il l'a gagnée en travaillant. Il a eu de la chance, il a été servi par les événements, je le veux bien. Mais il a eu encore plus d'adresse et de courage. S'il a fait deux fois faillite... n'a-t-il pas obtenu un concordat ? S'il a été en prison, eh bien quoi ? Ne l'a-t-on pas acquitté ? Ah ! il a eu de rudes moments, le pauvre garçon. D'autres, moins énergiques que lui, se fussent brûlé la cervelle. Lui, pas... A chaque chute, il s'est relevé pour gagner davantage et atteindre plus haut... Il a fondé un grand journal, lui qui savait à peine écrire. Enfin, voyons, si ton père était une canaille... est-ce qu'il serait l'ami d'un ministre ?" Tel est Isidore Lechat, campé dès le début de la pièce par son épouse devant sa fille, dont Octave Mirbeau faisait en 1903 le personnage principal de sa pièce, *Les affaires sont les affaires*.

Propriétaire d'un somptueux château Louis XIV, s'apprêtant à dépouiller le hobereau voisin de ses terres pour arrondir son propre domaine comptant déjà plusieurs milliers d'hectares, impitoyable avec les pauvres *("Pas de pitié pour les fainéants, les pauvres et les voleurs")* comme avec les riches, trafiquant de son influence auprès du ministre de la Guerre pour obtenir un marché colossal, démarrant une campagne électorale de candidat démocrate, anticlérical, socialiste et révolutionnaire tout en envoyant sa femme et sa fille à la messe et en négociant en sous-main les voix des cléricaux, le héros de cette pièce est à l'image des bourgeois parvenus et cyniques des débuts de la IIIe République, à l'époque du scandale de Panama et d'autres qui ont éclaboussé le monde des affaires et celui de la politique d'alors.

En tout cas, la pièce rencontra le succès dès sa première représentation, et depuis, les affaires étant restées... les affaires, la pièce d'Octave Mirbeau, reprise 91 ans après au Carré Silvia-Montfort, continue de faire recette... Elle a en effet des résonances actuelles ; et l'on s'amuse à mettre un nom d'aujourd'hui sur tel personnage, un capitaliste propriétaire de journaux, sur tel autre, un parvenu se prétendant "de gauche", possédant pignon sur rue dans une rue chic de Paris et ayant des démêlés avec la justice et les banques ; ou encore d'autres, des ministres ou ex, dont les relations d'affaires les conduisent en prison...

Pour décrire son personnage, Octave Mirbeau, qui fut lui-même tour à tour royaliste puis républicain, antisémite puis dreyfusard, n'avait pas à chercher bien loin : il écrivit successivement dans des journaux appartenant l'un au propriétaire des mines de Bruay et d'un château Louis XIV, l'autre à un certain Eugène Letellier qui, impliqué dans le scandale de Panama, fonda son propre organe de presse pour se mettre à l'abri d'éventuelles poursuites et s'offrit à prix d'or les meilleures plumes du moment, dont pendant 10 ans, d'ailleurs, celle d'Octave Mirbeau...

G. D.

Au Carré Silvia-Montfort jusqu'au 13 novembre 1994.
(prix des places 120F)

Les sorcières de Salem

d'Arthur Miller

Cette pièce d'Arthur Miller se situe en 1692 à Salem dans la Nouvelle-Angleterre protestante d'Amérique. Des jeunes filles font croire qu'elles ont été ensorcelées. La justice religieuse s'en mêle et des dizaines de femmes sont accusées de sorcellerie et condamnées à la pendaison. Seul Proctor, un fermier dont la femme est aussi accusée, tente de s'élever contre cette barbarie.

Quand Arthur Miller écrivit cette pièce, en 1953, c'était la fin de la guerre de Corée et l'on était en pleine Guerre Froide. La pièce était en fait une attaque virulente contre le maccarthysme qui sévissait alors aux Etats-Unis.

C'est une pièce émouvante du début à la fin. Et puis, dans cette période de remontée de toutes les intolérances, religieuses ou autres, la reprise des *Sorcières de Salem* semble bien d'actualité.

Aline RETESSE

Au théâtre du Trianon, 80, boulevard Rochechouard
M° Anvers jusqu'au 28 octobre les jeudis, vendredis et samedis
à 20 h 30, soirée supplémentaire le mercredi 26 octobre.

Haïti

LES MASSES PAUVRES AURONT TOUJOURS À SE BATTRE

Hires/Gamma

Après trois ans d'exil, Jean-Bertrand Aristide, le président élu d'Haïti, est rentré dans son pays le 15 octobre dernier, escorté et encadré de près par les représentants des Etats-Unis qui avaient auparavant négocié le départ des responsables de la junte au pouvoir.

Ce retour d'Aristide satisfait au moins une partie des aspirations de l'immense majorité des masses pauvres du pays qui l'avaient massivement élu en 1990, avec 67 % des voix. Mais comme en attestent de nombreux témoignages, un certain nombre de ses partisans se sentent néanmoins frustrés.

Ils sont frustrés d'abord dans leur désir de vengeance contre ceux qui depuis trois ans les ont soumis à une dictature féroce et affamés par le marché noir. Car ces bandes armées et ces possédants sont aujourd'hui protégés par des milliers de soldats américains, tandis qu'Aristide leur a promis l'amnistie. Ainsi, dès son arrivée à Port-au-Prince, Aristide s'est adressé à ses partisans pour leur prêcher une nouvelle fois *"la paix et la réconciliation nationale"*, insistant pour que la population ne cède *"ni à la violence, ni à la vengeance"*. De même, et tout comme il l'avait déjà fait lors de sa prise de fonctions en 1991, Aristide a appelé *"à marcher main dans la main avec les militaires pour rebâtir le pays"*.

Frustrée, la population pauvre risque de l'être également dans ses aspirations à voir changer ses conditions de vie. Bien sûr, les USA et les autres grandes puissances ont dès le 16 octobre annoncé la levée de l'embargo et de toutes les sanctions internationales qui frappaient Haïti depuis 1993. Cette reprise des relations économiques ainsi que le déblocage des aides internationales – le FMI prévoit d'accorder l'équivalent de 4,25 milliards de francs à l'Etat haïtien pour redresser l'économie – permettront peut-être de remettre en marche une partie des usines et des services publics, actuellement à l'abandon. Du même coup, le chômage qui frappe 7 à 8 personnes sur 10 s'en trouvera atténué, tandis que la bourgeoisie locale et quelques grandes sociétés étrangères retrouveront ainsi les moyens d'exploiter une main-d'œuvre bon marché. Mais tout cela ne suffira certainement pas à satisfaire les besoins les plus urgents de cette population, parmi les plus démunies du globe.

Pour cela, les masses pauvres d'Haïti ne devront en tout cas pas s'en remettre au prêtre-président qui, si tant est qu'il le veuille, aura encore moins de possibilités de s'attaquer à la misère qu'au début de sa présidence. D'abord parce qu'Aristide est aujourd'hui placé sous la tutelle de l'impérialisme américain qui, entre autres moyens de pression, a décidé de maintenir sur place plus de 15 000 soldats ; ensuite parce qu'il n'a cessé pour assurer son retour de promettre des concessions aux possédants haïtiens, les renforçant par là même dans leur arrogance vis-à-vis des masses pauvres à qui ils comptent bien faire payer le prix de la reconstruction de l'économie. Ainsi, le projet de gouvernement d'Aristide promet de faire une large place au "libéralisme", avec la privatisation de nombreuses entreprises publiques, la réduction de moitié des effectifs des fonctionnaires ainsi que l'abaissement des taxes et droits de douane.

Alors pour satisfaire leurs aspirations et sortir ne serait-ce qu'un peu de leur misère, les masses pauvres haïtiennes ne peuvent compter que sur elles-mêmes et sur leur mobilisation. Une mobilisation qui soit capable d'imposer aux couches aisées de prendre sur les richesses qu'elles ont accumulées depuis des années dans les trafics en tous genres, la contrebande et la spéculation, pour sortir le pays de sa pauvreté et de son sous-développement ; voire de leur confisquer tout simplement ces richesses !

Roger MEYNIER

Egypte

L'écrivain Naguib Mahfouz agressé par des intégristes

Le célèbre écrivain égyptien Naguib Mahfouz, de renommée mondiale depuis que le prix Nobel de littérature lui a été attribué en 1988, a été agressé devant chez lui et blessé de deux coups de couteau à la nuque, heureusement non mortels. Agé de 82 ans; il voyait mal et marchait difficilement. Qui pouvait s'en prendre au vieil homme, sinon les intégristes ? Ses agresseurs auraient été retrouvés, l'un d'eux tué dans une fusillade avec la police et l'autre blessé. Et ils auraient déjà été mêlés à l'assassinat d'un autre écrivain égyptien anti-islamiste, Farag Foda.

Mahfouz, lui aussi, était une cible pour les fanatiques musulmans car il est le symbole dans le monde arabe d'un romancier indépendant et surtout indépendant de la religion. Le *"Zola des bords du Nil"*, ainsi qu'il a été baptisé, s'est fait connaître du monde entier par sa trilogie romanesque *(Impasse des Deux-Palais, Le palais du désir* et *Le jardin du passé)* qui décrit les transformations de l'Égypte de l'entre-deux-guerres, qui lutte contre le colonialisme et bascule dans la modernité. Son héros (bien proche de Mahfouz lui-même), un jeune intellectuel bourgeois, se détache des études coraniques pour s'enthousiasmer pour Darwin et la science. Et on y voit déjà les Frères Musulmans s'organiser au nom de la tradition religieuse et lutter contre les libres penseurs et le courant moderniste.

Un autre roman allait déclencher la colère des islamistes, roman qui valut à Mahfouz, avec la trilogie, le prix Nobel. Il s'agit des *Enfants de notre quartier,* publié en français aux éditions Sindbad sous le titre *Les fils de la médina*. Ce roman, qui avait été publié une première fois en feuilleton dans un journal égyptien dans les années 1958-59, était interdit à la republication par les religieux de l'université Al Azhar après l'attribution à Mahfouz du prix Nobel. Celui-ci s'était incliné en déclarant : *"Nous avons besoin d'elle* (l'université Al Azhar) *pour défendre l'Islam contre les milieux intégristes"*. Mais il avait refusé de renier son œuvre. Qu'avait donc de "blasphématoire" ce livre ? Le fait qu'il osait mettre en scène, dans un quartier populaire du Caire, les "prophètes" des religions révélées, Moïse, Jésus et Mahomet ? Ou bien celui de conclure sur l'espoir que les sciences nouvelles l'emporteraient sur les superstitions religieuses ?

L'université Al Azhar est devenue le fief des intégristes islamistes et aujourd'hui Mahfouz, après bien d'autres écrivains ou intellectuels égyptiens, est devenu la cible de ceux-ci. Sans doute le gouvernement égyptien prétend lutter avec vigueur contre le terrorisme intégriste, surtout depuis que les attentats anti-touristes ont fait fuir ces derniers ainsi que leurs dollars. Mais il ne compte guère pour cela que sur la répression ; et ce gouvernement, pas plus l'actuel que ses prédécesseurs, ne s'attaque à ce qui nourrit le populisme islamiste : la misère et l'oppression que la crise mondiale n'a cessé de renforcer. En Égypte, comme en Algérie ou dans bien d'autres pays du Tiers Monde, l'intégrisme islamique, avec son cortège de violences contre les intellectuels, les femmes, ne cesse de se développer et d'étendre son emprise sur la société.

Cécile BERNIER

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-